

Le chômage des Québécois, la faute aux syndicats

Si le Québec perd des emplois et se retrouve aujourd'hui avec un demi-million de chômeurs, c'est à cause de la non-compétitivité catastrophique de ses entreprises. Et pourquoi cette faiblesse de nos entreprises face à la concurrence étrangère ? Parce que les syndicats font monter les salaires au-delà du raisonnable. Une vieille thèse remise à jour par Roger J. Bédard, conseiller en relations industrielles.

Page B-10

Le PQ dénonce le laxisme de la CVMQ

L'opposition a soutenu, hier à l'Assemblée nationale, que la CVMQ et la Bourse de Montréal remplissaient inadéquatement leur rôle de protecteur du public investisseur en faisant preuve de laxisme. Son porte-parole, le député André Boisclair, s'est indigné de la lenteur avec laquelle les plaintes adressées à la Commission des valeurs mobilières du Québec sont traitées.

Page B-2

Du Sacré-Coeur aux « Frères bleue »

Tout est marketing et les Églises échappent d'autant moins à cette règle que les besoins sont immenses. La campagne publicitaire de l'Archevêché suscite la controverse, mais atteint ses objectifs, constate Jean-Pierre Nicaise. Par ailleurs, Labatt fait dans le para-normal pour mousser la Bleue : soucoupe volante à proximité de la croix du Mont-Royal. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Page B-3

À la recherche de gaz au Québec

Des étrangers misent gros dans Charlevoix pour trouver du gaz en grande quantité à des profondeurs insoupçonnées

Guy Paquin

Collaboration spéciale

UN CONSORTIUM américano-européen procède actuellement à des forages dans le but de trouver des hydrocarbures à l'Île-aux-Coudres et aux Éboulements, dans Charlevoix, une première dans cette région du Québec. Ces étrangers misent gros (un total de 6 millions \$) et tablent sur une découverte majeure. Les sceptiques sont nombreux.

Abiogenic Fuel, un groupe d'investisseurs privés, se fonde sur les études préliminaires — et contestées — menées par M. Bertrand Brassard, du groupe Géoconseil Phénix, qui affirme avoir trouvé plusieurs indices géophysiques et géochimiques de la présence d'hydrocarbures tels le méthane, la butane et le pentane.

Si la discrétion est un signe de sérieux dans le monde de la prospection d'hydrocarbures, Abiogenic Fuel est un modèle de sérieux puisqu'elle a acquis les droits de recherche de pétrole et de gaz sur l'ensemble du territoire de Charlevoix en 1986 sans le crier sur les toits. En 1988, le consortium ajoutait à son territoire de prospection l'Île-aux-Coudres. La compagnie a acquis la certitude qu'à des profondeurs insoupçonnées (jusqu'à 7000 mètres) se trouvent des grandes quantités de gaz naturel.

Après avoir investi plus de 600 000 \$ US en études préliminaires, en rentes de recherche et en garanties déposées auprès du ministère québécois de l'Énergie et des Ressources, Abiogenic s'apprête donc à forer dans les plus brefs délais.

Ces forages profonds dans la roche granitique de Charlevoix coûteront très cher. Ils nécessiteront un investissement de départ de 5 millions \$. Bertrand Brassard affirme que le montage financier progresse régulièrement, quoique la compagnie ait été incapable jusqu'ici de récolter un seul sou auprès des inves-

tisseurs québécois.

Ni SOQUIP ni Noverco, pressentis par les gros bonnets d'Abiogenic, n'ont voulu bouger. La récession et le triste état des actions accréditives peuvent expliquer partiellement cette réticence. Mais deux autres facteurs peuvent rendre compte des réserves des détenteurs de capital.

La première est d'ordre théorique. Comme on le lira dans l'article qui accompagne celui-ci (page B-3), les recherches d'Abiogenic ici et ailleurs dans le monde s'appuient sur une théorie inorthodoxe que la formation des hydrocarbures ont une origine biologique, ce qui fait qu'on les appelle combustibles fossiles.

La seconde objection est plus pratique. Malgré un investissement de 42 millions \$ US en forages profonds sur un site très prometteur d'après la théorie sur laquelle se fonde Abiogenic, l'exploration menée en Suède n'a pas révélé depuis 1986 de gisement gazier ou pétrolier économiquement rentable.

Finalement, la structure même de l'appel de capital peut rebouter ceux que le risque n'intéresse que modérément. Dans le but d'éviter un trop grand fractionnement de leur actionnariat, les actionnaires principaux de Abiogenic ont décidé de n'offrir que de gros blocs d'actions. Cela représente un investissement minimal déjà important et peut expliquer que les Québécois se soient montrés si peu intéressés.

D'un autre côté, les principaux actionnaires du consortium sont loin d'être des amateurs. L'auteur de la théorie qui veut qu'on trouve des hydrocarbures à des profondeurs de plusieurs kilomètres sous la surface de la terre, Thomas Gold, astrophysicien et professeur emeritus à Cornell, est lui-même un des dirigeants du consortium.

Le principal bailleur de fonds de l'exploration menée en Suède et dans Charlevoix est la compagnie de production gazière américaine GIK. Elle existe depuis une trentaine d'an-

nées et est depuis sa fondation la propriété de la famille de Robert Hefner III, d'Oklahoma City.

Selon Mme Diane Devault, de la direction de l'aménagement à Mines, Énergie et Forêt Québec, GHK et Abiogenic Fuel sont des compagnies sérieuses et responsables qui paient sans sourcilier des redevances de recherche de plus en plus lourdes d'année en année pour garder leurs droits sur les éventuels gisements d'hydrocarbures dans Charlevoix.

À la SOQUIP, on ne doute pas du sérieux des investisseurs d'Abiogenic. M. Henri Lizotte, directeur de l'exploration, reconnaît que toutes les explorations préliminaires indirectes ont été menées dans les règles de l'art et que SOQUIP a même livré aux chercheurs d'Abiogenic des relevés sismiques concernant le sous-sol profond de Charlevoix. Mais quand il a été question d'argent, M. Lizotte a clairement refusé d'impliquer la société d'État. « Nous ne nous sommes même pas rendus au stade de l'envoi d'un prospectus. J'ai signalé aux dirigeants d'Abiogenic que le risque m'apparaissait trop grand pour engager des fonds publics. La théorie sur laquelle s'appuie Abiogenic est très belle sur papier mais c'est un indice trop faible pour que SOQUIP aille de l'avant ».

Jusqu'ici donc, aucun investisseur privé ou public québécois n'a voulu risquer sa mise dans le projet d'exploration gazière de Charlevoix. Le consortium devra trouver ailleurs l'argent nécessaire aux coûteux forages profonds dans le granit. Le coup de poker peut sembler gros, mais il faut dire que Abiogenic fore à 4 endroits dans le monde et qu'il suffirait qu'un seul de ces forages tombe sur une bonne réserve de gaz pour que les investisseurs fassent de l'argent.

Dans les milieux de la géophysique québécoise, on est divisé. Les théoriciens sont sans doute les plus réticents puisque la recherche dans Charlevoix s'appuie sur une théorie



qui bouscule les idées reçues par les universitaires. Les hommes de terrain, quant à eux, sont plus réservés. Habités aux surprises, ils ne veulent certes pas fermer la porte à une nouvelle base d'exploration qui multiplierait la quantité exploitable d'hydrocarbures actuellement connue plusieurs fois. M. James Jessop, géophysicien senior pour le groupe Géophysique GPR International, assure que la tectonique des plaques permet

de croire que certaines failles très profondes exhalent des gaz d'hydrocarbures.

« Viennent-ils des couches superficielles ou de couches plus profondes, comme le croit M. Brassard et le consortium Abiogenic, je ne saurais le dire. Mais rien dans nos connaissances actuelles en géologie ne décourage leurs efforts ni ne les rend incohérents avec ce que nous savons de la terre. Avouons aussi qu'il est

arrivé quelquefois que des explorateurs passent pour chercher dans des lieux imprévus, qu'on ne les prenne pas au sérieux, du moins jusqu'à ce qu'ils aient trouvé exactement ce qu'ils cherchaient là où ils l'avaient prévu ».

L'avenir tranchera la question. Reste à savoir ce qui est le plus dur à trouver pour Abiogenic : les hydrocarbures ou le capital ? L'or noir ou l'or tout court ?

BCE a poussé la direction de Memotec dans les cordages

Catherine Leconte

ON NE RIVALISE pas impunément avec des géants comme Bell. Surtout pas dans un secteur comme les télécommunications, où la réglementation complique singulièrement les règles du jeu. Pour n'en avoir pas assez tenu compte, Bill McKenzie, le bouillant président et chef de la direction de Memotec Data, risque fort de perdre le contrôle de sa compagnie à l'assemblée générale des actionnaires, jeudi prochain.

Memotec, basée à Montréal, c'est cet enfant prodige du RÉA dont le chiffre d'affaires (404 millions \$ l'an dernier) a décuplé en cinq ans grâce à une boulimie d'acquisitions dont la plus fameuse fut celle de Téléglobe, en février 1987.

Six candidats, dont les Entreprises Bell Canada (BCE), la maison de courtoisie Gordon Capital, de Toronto, et un consortium incluant la Caisse de dépôt et placement du Québec, étaient sur les rangs pour acheter Téléglobe lorsque le gouvernement fédéral a privatisé cette société de la Couronne.

C'est qu'Ottawa laissait à Téléglobe, pour une période de cinq ans renouvelable, le très lucratif monopole canadien des télécommunications outremer : toutes les compagnies de téléphone canadiennes devaient passer par Téléglobe pour ache-

miner leurs appels internationaux pour toutes les destinations autres que les États-Unis. À la surprise générale, Memotec, ce fabricant de produits et systèmes de communications informatiques, avait raflé la belle, six fois plus grosse qu'elle à l'époque, en offrant 488 millions \$.

Depuis, Memotec a eu abondamment recours aux émissions d'actions pour financer, entre autres, l'acquisition de Téléglobe. BCE et la Caisse sont ainsi devenues ses deux actionnaires principaux, avec respectivement quelque 30 % et 15 % des actions ouvrant droit de vote au conseil d'administration.

Et voilà que Gordon Capital, qui a acheté systématiquement en Bourse près de 3 % des actions de Memotec depuis le début de l'année, vient d'annoncer son intention d'évincer de la direction de Memotec le président et chef de la direction Bill McKenzie, le président du conseil Eric Baker et un troisième membre du conseil d'administration, William Horton. Gordon Capital a envoyé mercredi à tous les actionnaires de Memotec une circulaire leur demandant de voter en ce sens ou de lui accorder une procuration à cet effet, à temps pour l'assemblée générale annuelle.

De l'avis général dans les milieux financiers, le courtier torontois agit dans cette affaire comme mercenaire d'un ou plusieurs actionnaires mécontents de la gestion de l'entre-

prise, et ne se serait pas lancé dans la bataille sans avoir d'avance la certitude de larges appuis au moment du vote. Beaucoup pointent BCE du doigt, même si ses dirigeants nient être les instigateurs de cette tentative de coup d'État corporatif.

Gordon Capital reproche à la direction en place d'avoir utilisé « des liquidités générées essentiellement par les opérations de Téléglobe » pour financer une agressive politique d'acquisitions dans ses activités informatiques. Stratégie qu'il juge hasardeuse et qui a dégradé les profits de l'entreprise et le rendement de l'investissement des actionnaires. De 1989 à 1990, alors que le chiffre d'affaires de Memotec augmentait de 358 à 404 millions \$, son bénéfice net tombait de 20,1 millions \$, ou 52 cents par action, à 8 millions \$, ou 20 cents par action. Et la cote boursière du titre Memotec, qui avait grimpé jusqu'à 19 \$ au début 1988, est retombée aux environs de 9 \$.

Gordon propose, pour « restaurer la confiance en Memotec au sein de la communauté financière », de remplacer provisoirement MM. McKenzie, Baker et Horton par Robert Paterson, ex-président du conseil de Royal Bank Investment Management ; André Rochette, comptable agréé et homme d'affaires de Québec ; et Anthony Gardiner, un consultant en télécommunications de

Voir page B-2 : Memotec



L'indépendance d'esprit du président de Memotec Bill McKenzie n'a pas l'heur de plaire aux bonzes de BCE.

Dans toutes les bonnes librairies

Diane-Gabrielle TREMBLAY

Vincent VAN SCHENDEL

Économie du Québec

et de ses régions

EDITIONS
SAINT-MARTIN

4316, boul. Saint-Laurent
H2W 1Z3 ☎ (514) 845-1695

Coédition avec Télé-université
650 pages 42,95 \$

• L'économie du Québec en mutation

Les enjeux du développement des régions du Québec • Les problèmes de démographie, d'emploi et de répartition des revenus • La montée et le déclin de la région montréalaise • Les acteurs du développement: entreprises, syndicats...

Un livre de référence et de réflexion •



LA VIE ECONOMIQUE

Le chômage recule pour la première fois depuis juin 1990

OTTAWA (PC) — Le taux de chômage canadien a connu sa première baisse depuis juin 1990 en avril dernier, a annoncé Statistique Canada, hier matin.

Selon l'agence fédérale, il s'est établi à 10,2 %, une diminution de trois dixièmes de point de pourcentage par rapport à celui enregistré le mois précédent.

Au Québec, le taux de chômage a baissé d'un demi point de pourcentage pour atteindre 12 %. L'Ontario a connu une baisse similaire, où le chômage s'est établi à 9,4 %.

Au pays, il y avait 44 000 chômeurs de moins en avril, tandis que 39 000 personnes sont venues grossir la force ouvrière durant le même mois, a précisé Statistique Canada.

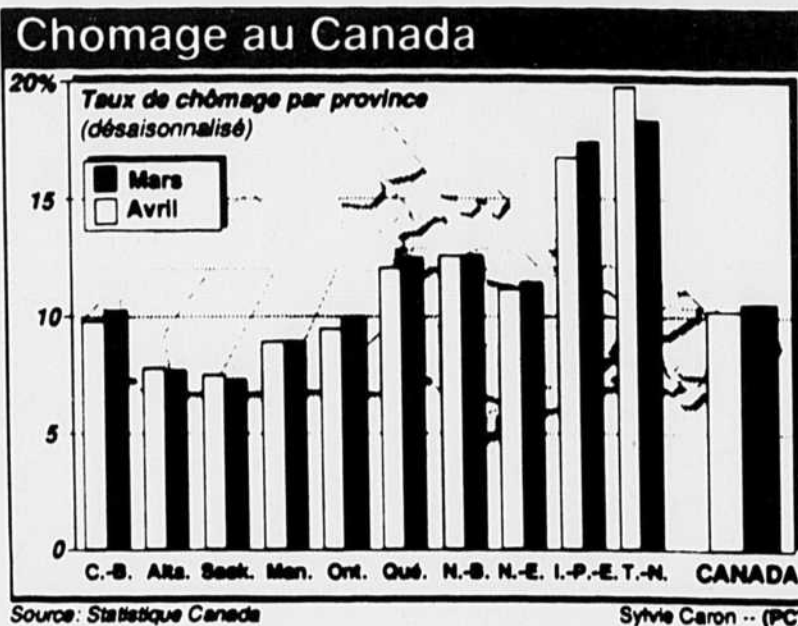
Ce sont les secteurs de l'industrie, des services publics et des affaires qui ont le plus bénéficié de la création de nouveaux emplois.

La plus forte chute a été enregistrée sur l'île du Prince-Édouard où le chômage a décliné 0,7 point à 18,7 %.

Il a aussi baissé en Nouvelle-Écosse (de 0,3 à 11,1 %) et en Colombie-Britannique (0,4 à 9,9 %).

Par contre, il était en hausse à Terre-Neuve (de 1,5 à 19,8 %), en Saskatchewan (0,2 à 7,4 %) et en Alberta (0,1 à 7,8 %).

Il est resté inchangé au Nouveau-Brunswick à 12,6 % et au Manitoba à 8,9 %.



Ces données sont ajustées aux variations saisonnières. Il y avait 1,39 millions de Canadiens à la recherche d'un emploi en avril dernier.

Malgré la baisse du taux de chômage, les données annuelles de Statistique Canada exposent un tableau plutôt sombre depuis le début de la récession qui a débuté il y a 12 mois.

Selon les données non ajustées aux variations saisonnières, il y avait 400 000 chômeurs de plus le mois der-

nier qu'en avril 1990.

Dans le secteur de la production des biens et les sous-secteurs manufacturiers, il y a eu une baisse de l'emploi de l'ordre de 7,2 et 8,6 % respectivement au cours des 12 derniers mois.

Par contre, dans le secteur des services, le taux de l'emploi n'a baissé que légèrement (0,4 %).

Le PQ dénonce le « laxisme » de la CVMQ

Frédéric Tremblay
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Selon le porte-parole du Parti québécois sur les institutions financières, André Boisclair, la Commission des valeurs mobilières et la Bourse de Montréal remplissent inadéquatement leur rôle de protecteur du public investisseur en faisant preuve de « laxisme ».

Prenez la parole, hier, lors d'une interpellation à l'Assemblée nationale sur le contrôle des valeurs mobilières, M. Boisclair s'est indigné de la lenteur avec laquelle les plaintes adressées à la Commission des valeurs mobilières sont traitées.

« Le service d'inspection n'effectue que la moitié des inspections projetées ; il y a 238 dossiers en attente au service des enquêtes et, sur ces 238 dossiers, entre 130 et 140 pourraient faire l'objet de fermeture compte tenu des délais », a déploré le député péquiste de Gouin.

André Boisclair a d'autre part décrié les pouvoirs de contrôle dévolus par Québec à la Bourse de Montréal, un organisme privé qui ne peut pas s'acquitter, selon lui, de cette tâche dans le meilleur intérêt du public.

« Bien que les membres de la Bourse n'aient aucun intérêt à ce qu'un nombre désordonné de plaintes surgissent à leur égard, ils n'ont pas non plus intérêt à ce que de gros scandales concernant leur comportement éclatent au grand jour », a

fait valoir M. Boisclair.

« Je soutiens (...) que la Commission des valeurs mobilières du Québec et la Bourse de Montréal poursuivent des objectifs opposés à la protection du public investisseur », a aussi déclaré André Boisclair.

La ministre déléguée aux Finances, Louise Robic, a rejeté les allégations du député de l'Opposition à qui elle a reproché de lancer des accusations gratuites.

Pour démontrer l'inefficacité de la Commission des valeurs mobilières, le député de Gouin a cité le cas de la succursale de ScotiaMcLeod à Chicomil où des plaintes datant de quatre ans n'ont toujours donné lieu à aucune mesure concrète.

« Les reproches faits à ScotiaMcLeod remontent à 1987 et avant cela, il y a donc quatre ans, (et depuis) rien, si ce n'est que la demande d'interpellation de la Commission des valeurs mobilières du Québec pour interdire la publication du rapport d'inspection du 22 décembre 1988 », a souligné M. Boisclair.

Le député de Gouin dit regretter d'autant plus cette lenteur que le délai de prescription de deux ans (pour entreprendre des poursuites) est expiré.

« Une chose est certaine (...) c'est que dans ce cas-ci ni les courtiers, ni la firme pourront se voir dans l'obligation de payer une amende », a signalé le député péquiste.

Dans l'esprit d'André Boisclair, la

ministre déléguée aux Finances, Louise Robic, se doit de rendre public le rapport d'inspection sur ScotiaMcLeod pour s'assurer que la Commission des valeurs mobilières et la Bourse de Montréal ont rempli leur rôle adéquatement dans ce dossier.

Si la ministre refuse de se plier à cette demande, juge M. Boisclair, « nous serons obligés de comprendre que la ministre veut mettre le couvercle sur la marmite, qu'elle n'a pas l'intention de faire respecter la loi, et que dorénavant, pour les courtiers qui pratiquent au Québec, il y a deux poids deux mesures ».

Répliquant aux allégations du député péquiste de Gouin, la ministre déléguée aux Finances, Louise Robic, de qui relève la Commission des valeurs mobilières, a déclaré qu'il s'agissait-là « d'accusations gratuites ».

« C'est facile d'accuser, mais il faut connaître l'importance du rôle de la Commission avant d'aller faire des accusations gratuites, dangereuses, qui mettent en cause l'intégrité même de la Commission et des organismes d'auto-réglementation qui s'y rapportent. Très dangereux », a insisté Mme Robic.

La ministre a cependant admis « qu'il y avait place à l'amélioration », mais que néanmoins, la Commission des valeurs mobilières « s'acquittait efficacement de sa mission ».

Premier vol du nouvel avion de Canadair

d'après la Presse Canadienne

LE REGIONAL Jet, le nouvel avion de transport régional de la division Canadair de Bombardier, a effectué son premier vol hier.

Selon un communiqué, l'avion a décollé de l'aéroport de Dorval à 9h45 et ce vol inaugural a duré une heure et 25 minutes.

L'appareil a atteint une vitesse de 407 kilomètres-heure et une altitude de 3658 mètres. Il était piloté par le directeur des opérations aériennes de Canadair, Doug Adkins.

Le vol a été réalisé dans la zone d'essais réservée à Canadair, à environ 65 kilomètres au nord de Montréal.

Exécuté avec le train d'atterrissage sorti, ce premier vol a permis de vérifier le comportement de l'appareil à faible vitesse, la performance des moteurs, la pressurisation de la cabine. Le RJ était accompagné d'un appareil Challenger 601 de Canadair qui permettait de con-

firmer sa vitesse de vol.

Ce vol inaugural du RJ survient quatre jours après sa sortie officielle de l'usine Canadair, marquée par une cérémonie à laquelle participaient les premiers ministres Robert Bourassa et Brian Mulroney.

La direction de Canadair-Bombardier prévoit obtenir une homologation définitive de l'appareil par Transports Canada et de la FAA des États-Unis dans un an. On fera ensuite homologuer l'appareil en Europe.

Les premières livraisons du RJ sont prévues pour l'été 1992, à la société allemande DLT, une filiale de Lufthansa.

Selon Canadair, le RJ est le premier bi-réacteur de transport régional de moins de 100 places sur le marché. Et selon des analystes, le marché potentiel pour ce type d'appareils est d'environ 1000 unités pour la prochaine décennie.

Le RJ se vend environ 16 millions \$ pièce.

Petro-Canada émet son prospectus provisoire

Michel Van de Walle
de la Presse Canadienne

UNE NOUVELLE étape vers la privatisation de Petro-Canada a été franchie hier alors que le prospectus provisoire précédant l'émission d'actions a été déposé auprès des diverses commissions des valeurs mobilières à travers le pays.

Le prix des actions ainsi que le montant exact de l'émission ne seront connus qu'à la mi-juin, lors du dépôt du prospectus définitif. Ce document, fort complexe, fait état des diverses conditions d'une émission d'actions et trace le bilan de la situation financière de l'entreprise.

On s'attend à ce que cette première émission de titres porte sur environ 15 % du capital-actions de Petro-Canada, le reste, environ 85 %, demeurant entre les mains du gouvernement fédéral.

Le montant de l'émission devrait se situer quelque part entre 500 et 600 millions \$, selon les spéculations d'analystes ces derniers mois.

Petro-Canada offrira aux investisseurs étrangers une tranche d'actions pouvant aller jusqu'à 25 % de

l'émission. Il en fut également ainsi lorsqu'Ottawa décida de privatiser Air Canada, qui était aussi une société d'État.

Si le prospectus définitif est déposé comme prévu en juin, on peut donc prévoir que les actions seront inscrites en bourse au cours de l'été.

Voilà plus d'un an que la décision de privatiser Petro-Canada avait été annoncée par le gouvernement fédéral. C'est en fait le 20 février 1990 que l'intention de privatiser a été signifiée par le ministre des Finances de l'époque, Michael Wilson. Le projet de loi à cet effet a été déposé l'autonne dernier et fut sanctionné en février 1991.

Les noms des maisons de courtage chargées de l'émission avaient été annoncés au début d'avril. Le groupe comprend RBC Dominion Securities, Burns Fry, Gordon Capital ainsi que Lévesque Beaudin Geoffroy.

Au cours du premier trimestre de l'exercice financier 1991, Petro-Canada a essuyé une perte nette consolidée de 52 millions \$ contre un bénéfice net de 40 millions \$ un an plus tôt. Une portion de cette perte du premier trimestre de 1991 est attribuable à une provision de 14 mil-

lions \$ découlant de son programme de réduction de personnel et de restructuration dans les secteurs du raffinage et du marketing. A la fin avril, Petro-Canada avait annoncé l'élimination de 300 postes parmi ses 6350 employés. La société d'État avait éli-

miné plus de 1000 emplois depuis la fin de 1989.

Au cours du dernier exercice financier complet, celui de 1990, Petro-Canada a encaissé un profit de 181 millions \$ sur un chiffre d'affaires global de 5,9 milliards \$.

◆ Memotec

Vancouver. Des remplaçants permanents seraient nommés ultérieurement.

Premier indice que le courtier torontois n'agit pas seul : pourquoi ne pas proposer directement les trois administrateurs qu'il destine aux postes de commandement, si c'est à lui seul que revient ce choix ?

Deuxième indice : ne faire asseoir que trois administrateurs à sa solde au conseil de Memotec ne lui donnerait pas grand-chose s'il n'était pas en cheville avec un ou plusieurs autres actionnaires, puisque le conseil compte 13 membres au total. BCE dispose, statutairement, de quatre sièges au conseil, et la Caisse de dépôt en a un.

Troisième indice : Gordon soutient que le seul bénéfice personnel qu'il compte retirer de cette affaire est de se faire payer, s'il l'emporte aux élections de jeudi, une commission « appropriée » pour avoir obtenu « un résultat favorable aux actionnaires ». À quoi s'ajouterait une somme de 400 000 \$ facturée à Memotec en dédommagement des frais encourus par Gordon pour organiser sa campagne électorale.

BCE, de son côté, n'a jamais caché sa frustration de s'être fait interdire légalement de prendre jamais le contrôle de Télélobe ou de Memotec ni d'en posséder plus du tiers des actions, alors que la synergie avec ses propres activités était évidente. Rappelons que Bell Canada a le quasi-monopole des liaisons téléphoniques interurbaines au Québec et en Ontario.

Les hauts dirigeants de BCE ne font pas mystère non plus de leur désaccord avec les nombreuses acquisitions qu'a faites Memotec dans le secteur informatique aux États-Unis (pour ne parler que des plus récentes, Concord Data Systems, Equifax Insurance Systems et ISI Systems au cours de la seule année 1989).

Sous la direction de Raymond Cyr, BCE a elle-même renoncé à la coûteuse politique de diversification qu'avait tentée son prédécesseur, Jean de Grandpré, pour se reconcentrer sur son métier de base : le téléphone. Il n'y aurait donc rien de surprenant à ce qu'elle incite fortement Memotec à en faire autant, son bénéfice d'exploitation étant essentiellement imputable aux activités de Télélobe. En tant que principal actionnaire de Memotec, BCE est celle qui subit le plus gros manque à gagner du fait de la baisse de rendement du titre.

Qui plus est, selon les sources du DEVOIR, BCE a déjà vainement tenté, dans l'intimité du conseil de direction de Memotec, de renverser Bill McKenzie et Eric Baker, mais les autres directeurs n'ont pas suivi les quatre représentants que compte BCE au conseil. D'où la nécessité d'élargir le champ de consultations et de porter la cause devant l'assemblée des actionnaires.

La goutte d'eau qui aurait fait déborder le vase serait, selon nos sources, le nouveau service, « Globedirect », que Memotec offre depuis mars dernier aux entreprises et aux revendeurs canadiens de liaisons té-

léphoniques. Ce service, approuvé par le CRTC le 19 mars, leur permet de se raccorder directement aux installations de Memotec et du même coup, de réduire le coût de leurs appels internationaux de 28 % en moyenne », vante le rapport annuel 1990 de Memotec. Léger détail que ne mentionne par le rapport : c'est autant de manque à gagner pour Bell Canada et consœurs.

Normalement, tout appel émanant du Québec ou de l'Ontario à destination d'un pays outremer doit nécessairement être acheminé d'abord par Bell Canada à Télélobe, qui se charge ensuite de l'acheminer jusqu'à la compagnie de téléphone du pays destinataire, qui l'achemine elle-même à l'interlocuteur final. Sur le prix de la communication facturée à l'utilisateur, Télélobe dédommage cette dernière, puis partage le reste avec Bell Canada. Avec « Globedirect », Télélobe (c'est-à-dire en dernière analyse sa maison-mère, Memotec) court-circuite complètement Bell Canada...

Bref, BCE a de quoi se plaindre des revenus qu'elle tire de Memotec, non seulement en tant que principal actionnaire, mais en tant que partenaire commercial via sa filiale Bell Canada. Légèrement, elle ne peut pas en prendre directement le contrôle. Statutairement, sur les 13 administrateurs de Memotec, elle nomme les quatre dont les sièges lui sont réservés, mais elle ne peut pas voter sur la nomination des neuf autres.

Mais un autre actionnaire, bien équipé pour mener ce genre de bataille, peut réussir avec la bienveillante « neutralité » de BCE, à faire approuver par l'assemblée des actionnaires la nomination de dirigeants dont les vues soient conformes à celles de Raymond Cyr.

BCE ayant environ 30 % des actions votantes, la bataille pour les trois administrateurs proposés par Gordon Capital se jouera auprès des détenteurs des 70 % d'actions restantes. Gordon Capital ayant environ 3 % d'une part, Bill McKenzie et Eric Baker 1,5 % d'autre part, ces adversaires doivent l'un comme l'autre s'efforcer de rallier à leur cause les détenteurs de quelque 35 % des actions votantes.

Les employés et cadres de Memotec, qui font l'objet d'une intense campagne à l'intérieur de l'entreprise pour se prononcer en faveur de leurs patrons actuels, détiendraient environ 15 % des actions. Le Fonds de pension des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) détiendrait environ 11 %. D'autres investisseurs institutionnels de moindre importance et des particuliers possèdent grosso modo 30 % au total.

Mais le vote qui sera vraisemblablement déterminant sera celui de la Caisse de dépôt, le plus gros actionnaire après BCE, avec près de 15 %. Ironie du sort, le président de la Caisse, Jean-Claude Delorme, était président de Télélobe au moment de sa privatisation et l'était encore jusqu'à ce qu'il rejoigne la Caisse il y a 10 mois. Le sort de son ancien supérieur, Bill McKenzie, est largement entre ses mains.

AVIS PUBLICS

Voir aussi en page B-9

AVIS DE RECHERCHE
Toute personne détenant des informations permettant de retracer Monsieur Guy Roland anciennement domicilié 153 Côte-Vertu, app. 423 à Ville St-Laurent, est priée de communiquer avec Madame Béatrice Fortin du Trust Général du Canada au (514) 871-7270. Guy Roland est le fils de Monsieur Guy Roland senior, décédé le 12 août 1988 et de Madame Madeleine Demers-Woodward qui réside actuellement en Colombie-Britannique.

VENTES PAR SHÉRIF
AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les TERRES ET HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus au temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Labelle

NO: 560-05-000154-908
NORMAND HAMEL, résident et domicilié au 86 Montée Lamoureux, Mont-Laurier, district de Labelle, partie demanderesse contre 142 042 CANADA INC., corporation légalement constituée ayant son siège social au 6595 du Chemin Mackie, app. numéro 522, à Côte St-Luc, district de Montréal, partie défenderesse et STRATTON INVESTMENTS LTD, partie tierce-saisie et débiteur et le REGISTREUR DE MONTRÉAL, mis-en-cause.

L'immeuble appartenant à la partie tierce-saisie: Stratton Investments Ltd.
• Un immeuble situé dans la municipalité de la ville de Montréal, qui se compose:
a- Du lot de terre connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro TROIS CENT ONZE de la subdivision officielle du lot originaire numéro CENT CINQUANTE-TROIS (ptie N.O. lot 153-311), au cadastre officiel du Village incorporé de la Côte de la Visitation, division d'enregistrement de Montréal, mesurant HUIT PIÈDES QUATRE POUCES (8 4 pi.) de largeur sur une profondeur de SOIXANTE-QUATORZE PIÈDES (74 0 pi.), et bornée comme suit: vers le sud-ouest par le lot numéro 153-329 (rue Cartier), vers le nord-ouest par la partie sud-est du lot numéro 153-312, vers le nord-est par le lot numéro 153-309 (ruelle), et vers le sud-est par la partie sud-est du lot numéro 153-311.

b- Du lot de terre connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro TROIS CENT DOUZE de la subdivision officielle du lot originaire numéro CENT CINQUANTE-TROIS (ptie S.E. lot no. 153-312), au cadastre officiel du Village incorporé de la Côte de la Visitation, division d'enregistrement de Montréal, mesurant HUIT PIÈDES QUATRE POUCES (8 4 pi.) de largeur sur une profondeur de SOIXANTE-QUATORZE PIÈDES (74 0 pi.), et bornée comme suit: au sud-ouest par le lot numéro 153-329 (rue Cartier), vers le nord-ouest par la partie nord-ouest du lot numéro 153-312, vers le nord-est par le lot numéro 153-309 (ruelle) et vers le sud-est par la partie nord-ouest du lot numéro 153-311.
Et une bâtisse dessus construite portant les

2430-3166 QUÉBEC INC.
PRENEZ AVIS que 2430-3166 QUÉBEC INC., une compagnie régie par les dispositions de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec) et ayant son siège social dans la ville de St-Lambert, demandera à l'inspecteur général des institutions financières, la permission de se dissoudre selon les dispositions de la Loi sur les compagnies (Québec).

DATE à Montréal, ce 7ème jour de mai 1991.

MCDUGALL, CARON
Procureurs de la compagnie.

2622-1945 QUÉBEC INC.
PRENEZ AVIS que 2622-1945 QUÉBEC INC., une compagnie régie par les dispositions de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec) et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera à l'inspecteur général des institutions financières, la permission de se dissoudre selon les dispositions de la Loi sur les compagnies (Québec).

DATE à Montréal, ce 7ème jour de mai 1991.

MCDUGALL, CARON
Procureurs de la compagnie.

SAMUEL ELIAS BRZEZINSKI
Avis est donné par les présentes que SAMUEL ELIAS BRZEZINSKI, urologue, domicilié au 4900 Chemin de la Côte St-Luc, apt. 907, H3W 2Y3, en les ville et district de Montréal, s'adressera au Ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de SAMUEL ELIAS ALEX BRZEZINSKI.

M. G. PAPADOPOULOS, 11579, Alford-Laliberté, Montréal, H3M 1Y4, Demandeur, -c- M. DENIS DIOTTE, 1788 Amherst, Montréal, H2L 3L6, Défendeur. J'ai produit, le 8 mai 1991, à la Régie du logement, une demande de réadjudication du bail, recouvrement de loyer et l'autorisation de disposer des effets mobiliers pour le logement sis au 1788 Amherst, Montréal.

Veillez agir en conséquence.

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
LA SOCIÉTÉ NIMAVI INC.
Prenez avis que la compagnie « LA SOCIÉTÉ NIMAVI INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, ce 10 janvier 1991.

Présidente,
Françoise Champoux.

PRENEZ AVIS que la compagnie BROOKS BROTHERS SPORTSWEAR INC./LES VÊTEMENTS DE SPORT BROOKS & FRÈRES INC. demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 7 mai 1991
MEINELSON, ROSENZVEIG
SHACHTER
Les procureurs de la compagnie.

EN BLOCS

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal

NO: 500-05-013214-901

LES GESTIONS LYS-TER LÉE, une compagnie d'investissement incorporée selon la loi, ayant sa principale place d'affaires au 1, Place Ville-Marie, bureau 1900, dans la ville et district de Montréal, partie demanderesse contre PIERRE DESMARAIS & RICHARD DESMARAIS, hommes d'affaires, tous deux faisant affaires sous les noms et raison sociale de « ATELIER M.P. DUMA INC. », du 365 de la rue Drapeau, dans la ville de Ste-Rose, district de Laval, parties défenderesses et le REGISTREUR DE LAVAL, mis-en-cause.

• Un emplacement situé en la Ville de Laval (Ste-Rose), ayant front sur la rue Drapeau, connu et désigné comme étant composé des lots suivants:

a- du lot numéro SOIXANTE-DEUX de la subdivision officielle du lot originaire numéro SOIXANTE-ET-UN (61-1-62) au plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Rose.

b- du lot numéro SOIXANTE-TROIS de la subdivision officielle du lot originaire numéro SOIXANTE-ET-UN (61-1-63) du susdit cadastre.

Avec toutes les bâtisses y érigées, et notamment deux bâtisses portant les numéros ci-viques 355 et 365 de la rue Drapeau, Ste-Rose, Laval.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble avec et sujet notamment à toutes les servitudes d'utilité publique pouvant être enregistrées sur ledit emplacement actuellement au présentes, et notamment avec un droit de passage à pied et en voiture à perpétuité pour circuler de l'emplacement ci-dessus décrit jusqu'au Boulevard Curé-Labelle, suivant acte enregistré à Laval, sous le numéro 85740.

Rôle ville de Laval, No. 126-0-2-66 et 126-0-2-66-1.

L'immeuble servant de résidence familiale. La mise à prix est fixée à 44 400,00 \$ soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'ad-

judication 22 200,00 \$ soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu « EN BLOCS » au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je me souviens, Laval, le DIX-NEUVIÈME (19e) jour de JUIN 1991, à QUATORZE heures.

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal

NO: 500-05-016922-906

BANQUE NATIONALE DU CANADA, ayant son siège social au 600 de la Gauchetière-Ouest, cité et district de Montréal, partie demanderesse contre LE GROUPE MICHEL ARMAND PILON INC. & MICHEL PILON, tous deux domiciliés et résidant au 3958 Ethel, Verdun, parties défenderesses et le REGISTREUR DE MONTRÉAL, mis-en-cause.

L'immeuble appartenant à la co-détendresse Le Groupe Michel Armand Pilon Inc.:
• Un emplacement ayant front sur la rue Delinelle en la Ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro CENT QUATORZE de la subdivision officielle du lot originaire numéro MILE SEPT CENT CINQ (1705-114) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avec une bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 584 de la rue Delinelle, à Montréal.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, sans exception.

La mise à prix est fixée à 6 715,50 \$ soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé, à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine est, local 3.03, le VINGTIÈME (20e) jour de JUIN 1991, à DOUZE heures (midi).

Le shérif adjoint
Paul ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 9 mai 1991.



La Fondation désire rendre hommage à la mémoire de tous ceux et celles qui lui ont laissé à leur décès des sommes destinées à poursuivre la lutte engagée contre les maladies cardiovasculaires.

LA VIE ECONOMIQUE

PUBLICITÉ / MARKETING

Du Sacré-Coeur de l'Archevêché à la croix des « frères bleue »

Jean-Pierre Nicaise

Collaboration spéciale

LE MARKETING n'est pas tout, mais tout est marketing et les Églises comme les organismes caritatifs échappent d'autant moins à cette règle commune que les besoins sont immenses. Il faut faire rentrer les dons alors que les bras nous en tombent d'impuissance devant toutes ces images de misère et de détresse, à un tel point que l'individu est porté à se dire qu'il ne peut rien et s'en remet à l'État. Mais dans sa cour, il peut.

Justement, l'Archevêché de Montréal est actuellement en campagne de financement, appuyé par une campagne publicitaire extrêmement remarquée : que l'on ait ou non la foi, l'image de Jésus ne commande pas la neutralité. Et en choisissant entre toutes celle du Sacré-Coeur, en la revisitant, l'Archevêché suscite sans doute la controverse, mais atteint ses objectifs, qui ne sont pas en l'occurrence, faut-il le dire, uniquement financiers même si ceux-ci sont essentiels.

Une campagne se juge d'abord sur sa pertinence. Et puis sur sa créativité, son exécution et son placement. La campagne de l'Archevêché a été conçue par l'agence montréalaise Bos, et chez Bos par le trio Yves Simard, Marie-Andrée Parent (l'étoile montante de la pub québécoise) et Aldo Del Bono. Leur travail, à l'habitude, est confondant. Bos réussit, dans toutes ses publicités, à nous livrer des messages à plusieurs niveaux, le plus souvent ironiquement distancés, alors que la publicité est réputée réductrice. La publicité de Bos est tout à la fois un appel au client, à la sensibilité et à l'intelligence. Autant dire un tour de force.

Un Sacré-Coeur donc.

Pertinence : les images de détresse nous accablent. Ce Sacré-Coeur, jeune, si proche de nombre d'entre nous, nous attire et certes peut choquer : c'est un Sacré-Coeur québécois ! C'est aussi un Jésus, qui, en son temps, était un itinérant. En le voyant la première fois, le chroniqueur a éclaté de rire. C'est que du temps de ses velléités littéraires, durant une dizaine d'années il a promené une barbe hirsute dans le Faubourg à m'lasse, et qu'il ressemblait, comme tant d'autres, effectivement à un p'tit Christ.

Et puis, il y a ce Coeur lumineux, rappel de notre enfance catholique, de toutes ces pieuses images de missel que pour ma part j'ai collectionnées durant six ans d'internat chez les Frères des écoles chrétiennes. Eh ! C'est que derrière l'image du Christ, de la Vierge et des Saints, se trouvait une prière et donc une indulgence, même parfois deux ! les plus recherchées. Ce qui me permet d'espérer avec tout ce que j'ai pu ainsi accumuler celle de lecteurs, et accessoirement du milieu publicitaire.

Et puis et puis, ce premier étonnement ou amusement passé, cette publicité nous interpelle, c'est évidemment là son intérêt. Par son style et par son accroche : « Donner à toujours fait chaud au coeur », qui se complète dans le texte imprimé par cette phrase que je cite de mémoire : « Nous ne faisons pas de miracles, mais nous connaissons des gens qui en font. » Les bénévoles bien entendu.

Alors effectivement, voici un Christ québécois, un Archevêché qu'on a peut-être tendance à oublier, à négliger, et des bénévoles qui s'activent dans notre cour pour tenter de soulager si ce n'est de pouvoir les résoudre d'immenses problèmes que ce Coeur met en lumière, en perspectives.

Ainsi, Monseigneur Nein Wilard, vicaire général et coordonnateur général des services administratifs et financiers de l'Archevêché de Montréal, fait notamment remarquer au DEVOIR que 40 000 jeunes du diocèse vont à l'école chaque matin sans déjeuner. « Un problème social sur lequel l'Église ne peut pas fermer les yeux. » Même si ce n'est pas fondamentalement de son ressort.

Monseigneur Wilard nous fait également remarquer que le Diocèse doit faire face à deux nouveaux phénomènes : assurer la pastorale à l'élémentaire ce qui nécessite des fonds de l'ordre de 400 000 \$ à 450 000 \$, le lien entre la paroisse, l'école et les familles étant jugé primordial. 280 animatrices bénévoles s'y emploient ; de plus, s'ajoute le problème des paroisses dans les quartiers les plus pauvres, paroisses qui ne peuvent remettre à l'Archevêché leur contribution de 9 % sur leurs revenus bruts. Les paroisses les plus riches ne peuvent intégralement compenser cette perte et, « les problèmes plus élevés que connaissent les quartiers pauvres ne se régleront pas en fermant les églises ».

Pertinence donc de la campagne, qualité de la création, placement : sur ce dernier point, les médias offrent l'équivalent de 400 000 \$ en espace, selon Mgr Wilard, qui estime qu'il est encore trop tôt pour pouvoir prétendre que l'objectif de la campagne de financement fixé à 1,5 million \$ sera atteint, même si tout se passe bien, et que même dans ce cas il manquera encore 300 000 \$ à l'Archevêché pour couvrir l'ensemble de son budget.

Reste que l'impact de la campagne, sur les lignes ouvertes notamment des radios (à CKAC par exemple) est important et que les objectifs publicitaires sont atteints. L'Archevêché de Montréal a

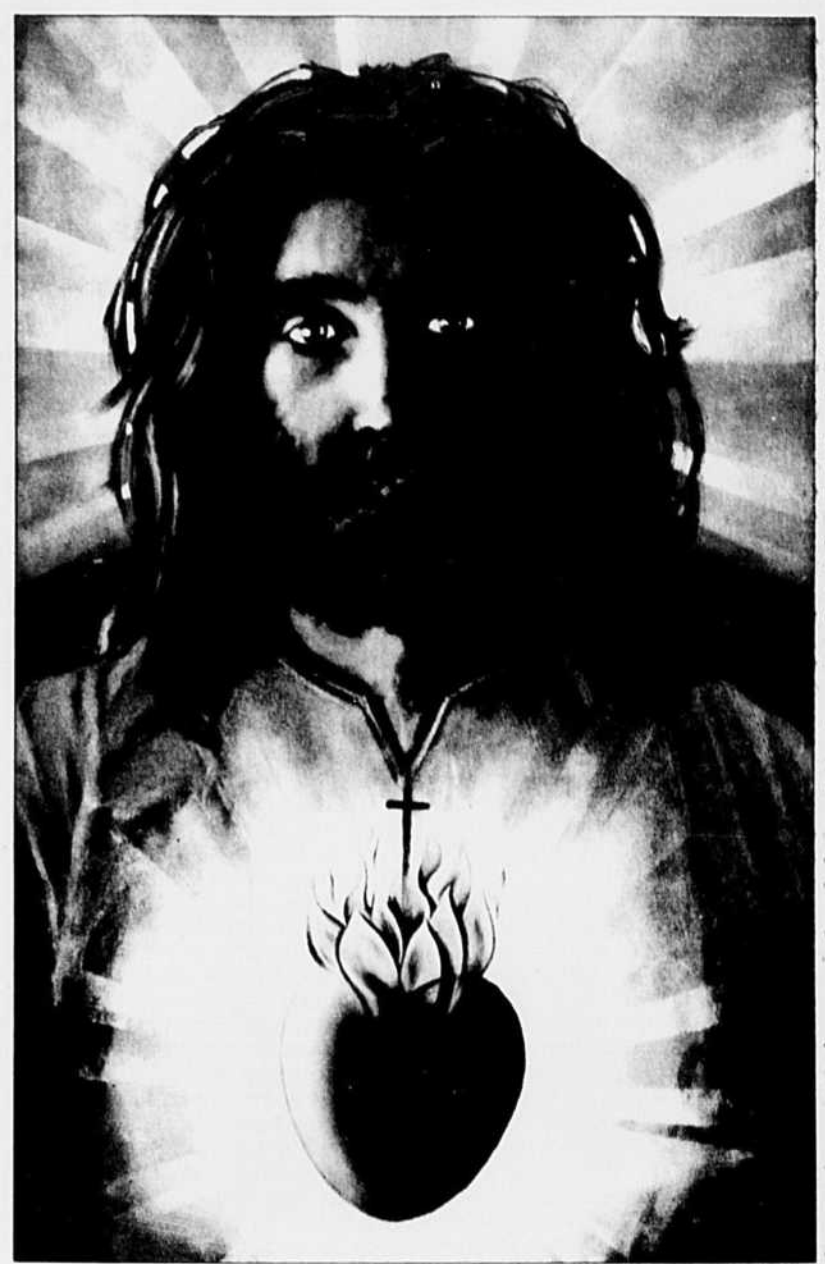
certainement souhaité rajeunir son image, elle y est parvenue et la campagne publicitaire a parfaitement réussi sa mission.

Trop peut-être. Une publicité trop forte entraîne deux risques. Le premier, pour l'agence, étant de faire pour le moins aussi fort l'année prochaine. Chez Bos, le président, Michel Ostiguy, m'indique que ce n'est vraiment pas pour eux un problème. Pour l'annonceur, le risque en revanche est bien de ne pouvoir soutenir la demande que crée une forte image. Cette campagne entraîne de dons à l'Archevêché, elle entraîne aussi un accroissement de la demande. Soyons généreux donc. Comme le talent.

La croix des « Frères Bleue »

L'actualité publicitaire entraîne parfois des rapprochements pour le moins ravageurs sur lesquels point n'est besoin d'insister. Contentons-nous donc de signaler que la Brasserie Labatt vient de mettre en ondes une nouvelle campagne télévisée pour mousser la Labatt Bleue, campagne axée sur les phénomènes para-normaux, « manifestations étranges reliées à l'apparition d'une soucoupe volante à proximité de la croix du Mont-Royal ».

Une histoire de « Frères Bleue » (note au claviériste : ce n'est pas une coquille, c'est l'humour de la brasserie), de croix donc brillamment illuminée, de soucoupe pas très volante, laser et je vous en passe, 200 artisans pour le tout, 128 heures de tournage, etc., le prix de cette somptueuse réalisation n'est certes pas communiqué, mais que ne ferait-on pas pour de la bière ? Et surtout : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué. Agence : Publitel SMS, conceptrice Marie Toron.



Six millions pour une hérésie

Guy Paquin

Collaboration spéciale

QUAND Bertrand Brassard a annoncé à ses collègues géologues, au dernier congrès de leur association, qu'il cherchait du gaz naturel à 8000 mètres dans le sol, on lui a presque ri au nez. La théorie et la pratique enseignent en effet que le gaz comme le pétrole sont le résultat de l'accumulation de matières organiques en sédiments successifs au fond des mers depuis des millions d'années. Des bouleversements géologiques ont pu entraîner ces sédiments à quelques centaines de mètres de profondeur mais sûrement pas à 6 ou 8000 mètres de la surface, là où M. Brassard cherche son gaz.

Pourtant, une théorie différente, sans nier que les hydrocarbures peuvent se former par sédimentation de la matière organique, justifie les efforts de prospection de Bertrand Brassard. Elle fut formulée par Mendeleev il y a un siècle et ravivée plus récemment par Thomas Gold (nom prédestiné pour quelqu'un qui spéculait dans l'exploration minière).

Cette théorie veut que le manteau terrestre, entre le noyau en fusion et

la surface refroidie, ait jadis contenu assez de carbone et d'hydrogène pour former des hydrocarbures lourds et légers. Ces hydrocarbures ont pu migrer vers la surface en profitant de failles et de fractures dans la croûte terrestre. Ils se seraient accumulés en poches à des profondeurs jusqu'à insoupçonnées, surtout sous forme de gaz naturel, méthane, butane et pentane.

Gold, qui n'est pas le dernier venu, enseigne l'astrophysique à Cornell, une des plus prestigieuses universités américaines. On lui a donné le titre éminent de professeur « emeritus ». Il en sait un bout sur la formation des planètes. Il suppose que certaines conditions sismiques ont pu amener le gaz à remonter au-delà des 10 kilomètres de la surface.

Dans Charlevoix, par exemple, la chute d'un météorite géant, il y a des lustres, a considérablement érodé la surface granitique pour rapprocher le gisement de la surface. En plus, l'activité sismique de cette région, secouée de tremblements de terre, en fait une excellente candidate pour la remontée des hydrocarbures profonds.

M. Brassard s'est donc mis à chercher des signes indirects de la présence de gaz à plus de 6000 mètres. Il a d'abord trouvé des quantités anormalement élevées de radon, élément radioactif issu de la désintégration de l'uranium. Le radon se forme à de très grandes profondeurs et ne peut migrer vers la surface qu'en empruntant un réseau de failles, exac-

tement comme les gaz profonds, s'ils existent.

La nouvelle de la présence de « quantités anormalement élevées » de radon, maladroitement annoncée dans les médias, a provoqué une certaine panique dans Charlevoix, surtout que M. Brassard, pour la déceler, a procédé à des mesures à l'abri du vent, dans les soubassements des maisons.

En fait, les quantités de radon décelées sont si infimes qu'elles tombent loin en deçà des normes américaines, elles-mêmes bien plus sévères que les normes canadiennes. Si ces quantités sont « anormalement élevées », c'est que géologiquement elles ne s'expliquent que par les failles que le géologue souhaitait pour faciliter la remontée des gaz.

M. Brassard a trouvé d'autres signes invitant à la recherche, comme une concentration anormale de gaz lourds, tel le butane, qu'il doit expliquer parce que ces hydrocarbures lourds de surface, au lieu de s'enfoncer dans les failles des roches granitiques, seraient remontés, entraînés par des gaz plus légers tel le méthane.

Si on trouve ne serait-ce que des quantités faibles d'hydrocarbures à des milliers de mètres de la surface, un dogme scientifique devra être amendé et les adversaires de M. Brassard seront confondus. Sinon un aventurier de la science se sera donné bien du mal pour réfuter malgré lui une hypothèse, avouons-le, assez séduisante.

L'inflation reste modérée aux États-Unis

WASHINGTON (AFP) — L'inflation reste très modérée aux États-Unis : les prix de gros, censés donner une indication de l'évolution prochaine des prix de détail, ont augmenté de 0,2 % en avril après avoir reculé au cours des quatre mois précédents, a annoncé hier le département du Travail.

Le chiffre d'avril est un peu moins bon que prévu puisque les experts tablaient généralement sur une stabilité ou une hausse limitée à 0,1 % des prix de gros. Les prix à la production avaient baissé de 0,3 % en mars et de 0,6 % en février.

En dépit de la modeste remontée notée en avril, les prix de gros ont diminué de 2,9 % en rythme annuel au cours des quatre premiers mois de l'année, alors qu'ils avaient fait un bond de 5,6 % en 1990.

Les prix de l'énergie, qui avaient chuté les mois précédents, ont continué à reculer en avril (-0,3 %) mais les tarifs des produits alimentaires ont crû de 0,4 (+0,2 % en mars).

Élément très positif, les prix de gros hors énergie et alimentation ont faiblement progressé le mois dernier avec une hausse de 0,2 % après une augmentation de 0,2 %, également en mars et de 0,4 % en février. Cette progression de 0,2 % correspond

exactement aux prévisions des analystes.

L'indice des prix excluant ces deux secteurs — où les tarifs fluctuent toujours beaucoup d'un mois à l'autre — est jugé par les experts comme plus significatif des tendances de fond de l'inflation.

Ceux-ci estiment que ce ralentissement devrait se poursuivre dans les prochains mois en raison notamment de la faiblesse de l'activité économique. Les entreprises américaines, confrontées à un recul ou à une stagnation de leurs ventes, peuvent en effet difficilement augmenter leurs tarifs.

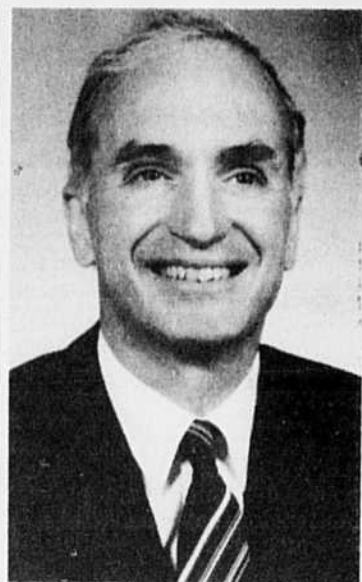
La plupart des analystes prévoient que la hausse des prix de détail devrait tomber autour de 4 pc ou même légèrement en dessous de ce seuil pour l'ensemble de cette année. En 1990, les prix à la consommation avaient augmenté de 6,1 pc, enregistrant ainsi leur progression la plus forte depuis 1981.

Le gouvernement publiera mardi l'indice des prix de détail pour avril. Les prix avaient baissé de 0,1 % en mars — premier recul depuis près de cinq ans — après une hausse de 0,2 % en février. Pour l'ensemble du premier trimestre, ils avaient crû de 2,4 % seulement en rythme annuel.

Le ralentissement de l'inflation ces derniers mois a permis à la Réserve fédérale (Fed) de relâcher considérablement les rênes du crédit afin d'éviter une récession trop longue et trop sévère. Et les experts n'excluent pas un nouvel assouplissement de la politique monétaire de la Fed dans les prochains mois si la reprise économique, attendue généralement pour cet été, tarde trop à se concrétiser.



Barreau de Montréal



Me Alain Letourneau, c.r.

Me Alain Letourneau, c.r., a été élu par acclamation, bâtonnier du Barreau de Montréal pour l'année 1991-92, lors de l'assemblée générale annuelle des membres, le 7 mai 1991.

Me Letourneau a fréquenté les collèges Brébeuf et Ste-Marie et y a obtenu son baccalauréat ès arts en 1954. Il a obtenu sa licence en droit à l'Université de Montréal en 1958 et fait une année de préparation au Barreau à l'Université McGill en 1958-59. Me Letourneau a été admis au Barreau du Québec en 1959, après avoir fait son stage en droit chez Foster, Hannen, Watt, Leggat & Colby en 1958-59. Après avoir été admis à la profession, Me Letourneau a d'abord exercé au sein du cabinet Letourneau Quinlan Forest Deschenes & Emery de 1959 à 1971 et y est devenu associé principal de 1971 à 1976. Il exerce maintenant, depuis 1976, au sein du cabinet Pepin, Letourneau dont il est associé principal et associé fondateur. Le nouveau bâtonnier a été nommé conseiller de la reine en 1976 et est président du Réseau de bibliothèques de Barreaux Inc., membre et arbitre du Centre d'arbitrage commercial, national et international du Québec, membre du Defence Research Institute et membre du Conseil d'administration de la Cité des retraités.

Le bâtonnier Letourneau a participé aux activités du Barreau de Montréal tout au long de sa carrière, siégeant à son Conseil pendant deux ans (1980-82) et a, pendant l'exercice 1990-91, agi comme premier conseiller de la section.

Outre Me Letourneau, le Conseil du Barreau de Montréal se compose, cette année, des membres suivants : Me Pierrette Rayle, premier conseiller, Me Paul A.R. Townsend, trésorier, Me Sophie Bourque, secrétaire et des conseillers, Mes Morton Bessner, Jean-Georges Wurtele, Raymonde Poirier, Claude Masse, Christine A. Carron, Gary D.D. Morrison, André Perreault, Louise Rivard et David R. Collier.

Coup d'oeil boursier

Montréal-XXM	1848.80 - 10.86
TSE-300	3489.79 - 14.73
Dow Jones	2920.17 - 50.98
Dollar canadien (US Cents)	86.86 + .11
Or (New York-US\$)	357.10 - 1.00

(PC)

CARTES D'AFFAIRES



Fondée en 1892

55 St Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3X2
Télé: 05-268656
Fax: (514) 845-7874
Tél: (514) 987-5242

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

Le Fonds investit plus dans Cabano

LE FONDS de solidarité de la FTQ a augmenté sensiblement sa participation dans la firme Transport Cabano. Les intérêts du Fonds dans cette entreprise sont passés de 20,13 à 25,76 %. Le Fonds était déjà le principal actionnaire et ne fait ainsi que consolider sa position. Le Fonds a

acquis 491 978 actions de Les entreprises Alfred Hamel inc. au prix de 1,50 \$. Ce bloc équivaut à 3,96 % des titres de Transport Cabano. Par ailleurs, en avril, le Fonds a acquis sur le marché boursier un total de 206 500 actions ordinaires, représentant 1,66 % du capital-actions.

Information

Ville de Montréal

Assemblée du Conseil

Lundi 13 mai 1991
à 19 h

Parmi les points à l'ordre du jour de cette assemblée, le Président de l'assemblée souligne les suivants :

- Réalisation d'une oeuvre d'art au square Berri;
- Rénovation de l'aile est et du pavillon central du centre Roussin;

- Désignation comme monument historique du théâtre Château;
- Appuis financiers à divers organismes culturels.

La prochaine assemblée du Conseil aura lieu le lundi 17 juin 1991, à 19 heures.

L'hôtel de ville de Montréal est situé au 275, rue Notre-Dame Est (métro: Champ-de-Mars).

Le 11 mai 1991

Le greffier de la Ville, Léon Laberge

VIVRE MONTRÉAL ET EN PARLER

Une bonne occasion!

- Vous cherchez une entreprise d'avenir à un prix plus que raisonnable.

- Nous vous proposons de joindre, comme partenaire actif ou silencieux, une entreprise ayant développé un savoir-faire et un concept de mise en marché novateur (national).

- À cause de l'expérience fructueuse, autant par les contacts d'affaires que des compétences acquises, l'un des partenaires de l'entreprise désire se consacrer exclusivement à un projet personnel. Il offre ses actions tout en désirant demeurer partenaire silencieux.

COMMUNIQUEZ avec nous, réponse et confidentialité assurées.

Dossier 1467
Le Devoir
C.P. 6033, Succ. Place D'Armes
Montréal, (Québec) H2Y 3S6

Quitter le Plateau Mont-Royal pour la Rive-sud

Serge Truffaut

LES PRESSIONS immobilières exercées dans les années 80 par des petits-bourgeois ayant dans la trentaine ont provoqué l'écoulement de deux des cercles de pauvreté situés sur l'île de Montréal.

La multiplication de transactions foncières dans le centre-ouest de Montréal et, surtout, dans le Plateau Mont-Royal ont obligé les pauvres à évacuer les lieux. Ces derniers, d'indiquer M. David Hanna, professeur de géographie urbaine à l'Université du Québec à Montréal, ont pris, grosso-modo, deux directions : Duvernay et Longueuil.

Au fur et à mesure que les nantis et les plus ou moins nantis fuyaient les périphéries pour prendre possession du centre-ville, les « non-nantis » s'installaient, plus précisément, à Saint-Vincent-de-Paul, dans Duvernay, et dans cette enclave de Longueuil connue autrefois sous le nom de Montréal-Sud.

Montréal-Sud commence aux pieds du pont Jacques-Cartier et suit, dans sa trame nord-sud, le boulevard Taschereau. À l'ouest, cette enclave frappe une frontière socio-économique qui s'appelle Saint-Lambert. À l'est, elle frappe une autre frontière socio-économique que tout un chacun connaît sous l'appellation de Vieux-Longueuil.

Dans l'histoire du développement urbain de la municipalité de Longueuil telle qu'elle se présente aujourd'hui, Montréal-Sud a été un acteur de premier plan. Ce quartier aura été le chaînon manquant entre Longueuil, Saint-Lambert et Montréal. En deux mots, Montréal-Sud aura pour ainsi dire permis aux résidents de Longueuil de se rendre à Montréal sans se mouiller les pieds. On s'explique.

D'après M. Hanna, le topo, en bref, a été le suivant : 1859, c'est l'ouverture du pont Victoria dont la fonction était alors strictement ferroviaire. 1896, la *Montréal and Southern Counties* reconstruit ce pont pour y ajouter le tramway. Entre 1859 et 1896, les ouvriers irlandais qui avaient participé à l'édification du pont et qui travaillaient pour le Canadien National « font » Saint-Lambert.

À partir de 1896, les cols blancs d'origine britannique qu'employaient les sociétés situées dans le centre-

ville de Montréal éclipsent les Irlandais habitant Saint-Lambert. Ces derniers vont fonder Greenfield Park et, en partie, Montréal-Sud. Pourquoi « en partie » ? Parce qu'à Montréal-Sud s'installeront bien des anglophones appartenant à la petite-bourgeoisie.

Tout ce beau monde, et c'est extrêmement important, est mobile. Ils travaillent à tel endroit et habitent à tel autre. Ils se déplacent. Ils font du 8 h à 7 h pour la Sun Life ou le Canadien National, et le soir construisent ces maisons de briques entourées de verdure. Autrement dit, Greenfield Park et Montréal-Sud sont « plus » des banlieues que Longueuil qui, alors, était un village.

Jusqu'en 1940, Longueuil était un espace où travaillait et habitait une population exclusivement francophone. Le profil urbain de Longueuil était la traduction de cette espèce d'homogénéité socio-économique. Le « peuple » de Longueuil était fait « de ces gens qui étaient soit des artisans, soit des ouvriers qu'employaient de petites entreprises locales. Comparativement aux anglophones, en général ils n'étaient pas mobiles, et ce, malgré la construction du pont Jacques-Cartier au début des années 30 ».

Mais qu'est-ce qui explique ce hiatus d'une dizaine d'années ? La crise de 1929. Tout au long des années 30, le manque d'emplois sur l'île de Montréal a d'une certaine façon empêché les francophones de Longueuil de franchir ce pont. À partir des années 40, la situation sur le front de l'emploi se modifiant, Longueuil devient tranquillement une banlieue.

Au cours des années 50, on assiste à une accélération d'autant plus dynamique de cette transformation de village en banlieue que de plus en plus de Montréalais choisissent la Rive-Sud comme lieu de résidence. En fait, Longueuil est rapidement débordée. Et comme la demande pour cet endroit va, l'automobile aidant, en augmentant, on va la « détourner » vers Boucherville et Brossard et inaugurer, au cours des années 60, le pont Champlain et le tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine.

Conséquemment, on obtient ceci : puisqu'en aval il y a une forte demande et un élargissement du marché, en amont des promoteurs construisent... construisent... Et quel type d'unité ? Des



C'est au cours des années 50 que Longueuil s'est transformé de village en banlieue alors que de plus en plus de Montréalais choisissaient la Rive-Sud comme résidence.

unifamiliales pouvant abriter des familles de deux à trois enfants, et, cela, mine de rien, est important, deux véhicules. À Brossard, Boucherville, Candiac, et dans une moindre mesure, Saint-Hubert, ça pousse comme des champignons.

On fait un bond de 20 ans. Dans les années 80, la ville de Longueuil encourage un développement immobilier destiné à des personnes disposant de revenus dépassant les 90 000 \$. Il s'agit de *Collectivité nouvelle*.

De fait, aujourd'hui la géographie économique propre à cette municipalité est, schématiquement, la suivante : les plus pauvres sont concentrés à l'ouest. La trame qui leur est propre commence aux pieds des piliers qui soutiennent le pont Jacques-Cartier et suit le boulevard Taschereau jusqu'à l'ancienne ville Jacques-Cartier.

La classe moyenne est concentrée entre le bord du fleuve au nord, le boulevard Sainte-Foy au sud, le chemin Chamblay à l'est et par la rue Marquette à l'ouest. À l'intérieur de ce vaste périmètre, on retrouve évi-

demment des poches où se rassemblent soit des demeures de prix, notamment aux alentours de la rue Saint-Charles, soit des édifices à vocation locale, notamment à proximité du cégep Edouard-Montpetit. C'est à l'est, aux environs du boulevard Roland-Therrien, que sont concentrées des demeures de prix et récemment construites.

Coeur de la ville, le quartier du Vieux-Longueuil a attiré tout au long des années 80 ces couples de professionnels ayant un ou deux jeunes enfants et des revenus oscillant entre 60 000 \$ et 80 000 \$ par année. À l'est, *Collectivité nouvelle* a attiré une clientèle de cadres relativement jeunes. Et à l'ouest...

Selon M. Louis Dubois, directeur au sein de la firme de courtage La Capitale, et M. Gilles Séguin, directeur au sein du Montréal Trust, les marchés dominés par les unités pour premiers acheteurs longent le boulevard Taschereau, se retrouvent dans l'ex-ville Jacques-Cartier ou à Saint-Hubert.

Autrement dit, les acheteurs po-

tentiels qui vivent à l'extérieur de Longueuil ou qui sont actuellement localisés dans cette cité et qui souhaitent accéder à la propriété n'ont guère d'autre choix, s'ils n'ont pas des revenus permettant l'acquisition de demeures appartenant à la catégorie de deuxième propriété, que de choisir au sein de ces quartiers.

D'après M. Dubois, la gamme des prix des unités s'adressant aux premiers acheteurs va de 80 000 \$ à 110 000 \$. Entre ces deux pôles, « ça se vend assez facilement ». Au-delà, les transactions sont plus lentes, plus difficiles. Les vendeurs qui ont acquis des unités de plus de 110 000 \$ lors du boom immobilier des années 86 et 87 ne veulent pas changer quatre trente sous contre une piastre. Ils veulent réaliser un gain en capital ».

« Le problème, de poursuivre M. Dubois, c'est que les acheteurs de cette année sont plus craintifs que ceux des années antérieures. En 1990, la hausse des taux avait freiné l'activité. Aujourd'hui, c'est l'insécurité entourant l'emploi. Les taux sont bons, les acheteurs potentiels ont

souvent les comptes nécessaires mais hésitent énormément avant de plonger, à cause, encore une fois, de l'emploi ». Les licenciements effectués par Pratt & Whitney, par exemple, ont eu un impact psychologique non négligeable sur l'activité immobilière.

Selon les chiffres contenus dans le dernier rapport trimestriel de la firme Royal LePage, la valeur marchande du bungalow standard situé à Longueuil est présentement de 105 000 \$, soit une augmentation de 4 % sur la valeur observée lors de la période correspondante l'an dernier. Incidemment, les données enregistrées par Royal LePage nous révèlent que c'est à Longueuil que la progression des prix, même si elle n'a été que de 4 %, a été la plus importante.

La valeur de la maison individuelle à deux étages, de catégorie luxe, soit l'unité dite de deuxième propriété, varie entre 145 000 \$ et 180 000 \$. Dans ce marché, comme d'ailleurs dans celui du duplex-triplex, « l'activité est extrêmement tranquille ».

À Brossard et Boucherville, des prix modérés et un marché d'acheteurs

Serge Truffaut

L'URBANISME des années 60 s'est caractérisé par un développement tous azimuts dont Laval aujourd'hui en symbolise tous les stigmates. Construites à la même époque, Brossard et Boucherville font exception sur au moins un point. Avant de donner le coup d'envoi à leur développement respectif, un plan directeur avait été élaboré.

Aujourd'hui, la grande majorité des unités mises sur le marché dans

ces deux cités n'ont guère plus de 25 ans d'âge. Pour l'acheteur potentiel, cela signifie qu'il y a peu de rénovations à effectuer lorsqu'il prend possession des lieux.

Dans l'ensemble, Boucherville, Brossard et Saint-Lambert sont des marchés à l'avantage des acheteurs éventuels. D'après les observations formulées par M. Paul Croubalian, responsable de Century 21 à Brossard, « si dans cette ville le marché est actuellement très lent, c'est tout simplement parce que dans de nombreux cas les vendeurs affichent des

prix trop élevés ».

Or, « dans ce marché, comme c'est d'ailleurs le cas pour beaucoup d'autres marchés du Grand Montréal, de poursuivre M. Croubalian, ce sont les trois à quatre premières semaines qui sont les plus importantes. Surtout lorsqu'on est dans une situation qui propose aux acheteurs une gamme de choix importante. Et présentement, à Brossard c'est le cas ».

« Lorsque vous introduisez votre demeure dans le marché à un prix trop élevé, le consommateur s'éloigne d'autant plus vite qu'aujourd'hui

il est beaucoup moins émotif que celui des années 86 et 87. Le plus terrible, c'est qu'entre le moment où vous aurez mis votre demeure en vente et le moment où vous serez dans l'obligation d'abaisser le prix demandé à l'origine vous perdrez des acheteurs potentiels ».

« Cette surévaluation des propriétés ayant un impact psychologique plus important que ne le soupçonnent les vendeurs, une unité mise en vente à un prix reflétant les réalités du marché peut se vendre à l'intérieur d'un mois. Dans le cas contraire, c'est très sérieux, cela peut prendre un an ».

Selon M. Gilles Séguin, directeur du Montréal Trust à Brossard, « actuellement la gamme de choix est si vaste que les unités mises sur le marché à Brossard comme à Boucherville se transigent à des prix proches de l'évaluation municipale au lieu de 20 à 30 % conventionnel. Une situation que nous n'avions pas connue depuis très longtemps ».

À Brossard comme à Boucherville, le « gros » du marché se situe entre 100 000 \$ et 130 000 \$. C'est là, entre ces deux extrémités, que l'on peut entrer dans ces deux municipalités. Si l'on souhaite s'installer coûte que coûte à Brossard, mais qu'on n'a pas les moyens financiers nécessaires, il faudra passer par Greenfield Park. Dans ce quartier, on peut en effet trouver des unifamiliales se négociant en-dessous de 100 000 \$.

À Boucherville comme à Brossard, au-delà de 130 000 \$ on tombe dans un marché de deuxième propriété. Dans les deux cas, nos spécialistes ont confié que ce marché était pratiquement au point mort. « Les consommateurs, même s'ils en ont les moyens, hésitent énormément avant d'acheter des demeures dont la valeur marchande excède 130 000 \$ à cause de l'incertitude qui plane au-dessus de l'emploi ».

Pour M. Croubalian, il ne fait aucun doute qu'il faudra encore de deux à trois ans avant de revenir à un rythme de progression plus normal. D'autant plus que le prix des terrains propices à la construction n'a pas bougé d'un poil au cours des dix-huit derniers mois.

D'après les chiffres compilés par Royal LePage, le prix moyen de l'unifamiliale située à Boucherville est de 106 000 \$, en baisse de 2 % sur le prix enregistré à la même époque l'an dernier. À Brossard, elle vaut 107 000 \$, soit une diminution de 7 %. Dans la catégorie de la maison individuelle à deux étages, dite de luxe, la valeur marchande actuelle est de 173 000 \$ à Boucherville, soit une progression de 2 % sur le prix de l'an dernier, et de 160 000 \$ à Brossard, une chute de 9 % sur 1990.



PHOTO JACQUES NADEAU

Une vue de la rue Saint-Charles à Longueuil.



Soutien

La Résidence du Parc, est un établissement de la chaîne Central Park Lodges. Nous offrons depuis longtemps des soins humains aux personnes âgées dans toutes les régions du pays. Et grâce à la qualité supérieure de ces services, nous jouissons d'une excellente réputation partout au Canada. Vous pouvez faire confiance à la Résidence du Parc.

Compréhension

Notre atout le plus précieux est notre personnel : des personnes d'expérience, dévouées et compréhensives qui mettent beaucoup de soins à assurer des services individualisés et de haute qualité tout en respectant l'intimité et l'autonomie de nos résidents. Voilà ce qui nous distingue des autres établissements.

Sécurité

Depuis 1961 nous offrons à nos résidents un environnement adapté à leurs besoins. Car rien n'est plus important que le bien-être de ceux que l'on aime et ça, personne ne le sait mieux que nous.

RENSEIGNEZ-VOUS SUR NOTRE RABAIS D'EMMÉNAGEMENT.

RÉSIDENTE DU PARC

LA CHAÎNE CENTRAL PARK LODGES A LA CONFIANCE DES PERSONNES ÂGÉES PARTOUT AU CANADA

33, AVENUE ARGYLE, ST-LAMBERT, TÉLÉPHONE (514) 465-1401

LA GARANTIE APEC

Exigez-la.

Toujours gratuite, de plus en plus indispensable.

Pour vendre ou acheter une maison ou une propriété (jusqu'à 6 logements), appelez d'abord l'agent immobilier de La Capitale.

Lui seul peut vous offrir la fameuse garantie APEC:

1 an de garantie sur la plomberie, l'électricité, le chauffage et les appareils inclus dans la vente.

L'agent de La Capitale, votre partenaire en affaires immobilières.

VENDU



PARMI NOS 29 PLACES D'AFFAIRES :

- BELOEIL (514) 467-1211
- BOUCHERVILLE (514) 655-6222
- BROSSARD (Place Portobello) (514) 466-7350
- BROSSARD (Boul. Lapinière) (514) 676-7184
- LONGUEUIL (Curé Poirier) (514) 679-3011
- LONGUEUIL (Rue Guibault) (514) 651-9381
- ST-HUBERT (514) 445-2244

Avis de la Commission des transports du Québec



Commission des transports du Québec

La Commission a regroupé, sous différentes rubriques, les avis qu'elle doit donner conformément à la Loi sur le camionnage (L.Q. 1987, c. 97), la Loi sur les transports (L.R.Q. c. T-12) et la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q. c. T-11.1) et aux règlements qui en découlent. Ces avis contiennent les natures de demandes introduites à la Commission qui requièrent une publication, les avis que la Commission donne de son propre chef ainsi que les informations qui intéressent les demandeurs ou les titulaires de permis.

Les rubriques sont classées, lorsqu'il y a des avis à donner, comme suit: autobus, location, maritime, taxi, camionnage en vrac, "camionnage local, intra et extra-provincial" et avis divers et information générale.

Toute opposition ou intervention qui peut être faite selon les règles doit l'être dans le délai indiqué dans la rubrique et signifié au requérant.

Le texte complet d'une demande ou d'un avis peut être consulté à la Commission durant les heures régulières d'ouverture des bureaux.

AUTOBUS

Délais d'opposition ou d'intervention:
21 jours du présent avis

No: M-91-08697-0
MICHEL BERTHIAUME & AL.
EN SOCIÉTÉ

Le Transporteur Enr.
55, St-Saens
Auteuil, Laval
(lie de Jésus) H7H 1H9
DEMANDE DE PERMIS

Catégorie de permis de transport:
Abonnement
Service: Le service de transport sera effectué à partir du Centre hospitalier St-Eustache vers les centres hospitaliers suivants: Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme, Cité de la Santé, Institut de Cardiologie, Sacre-Coeur.

Conditions et restrictions: Transport de malades âgés de 65 ans et plus.
Catégorie: 7
Durée: 5 ans à partir de la décision.

No: M-91-08905-7
AUTOBUS CHAMPION INC.
154, rue Villery
Montréal (lie de Montréal) H2R 1G3
RENOUVELLEMENT DE PERMIS

2-M-000888-001A
Transport notisé
Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

TRANSPORT AÉROPORTUAIRE
4-Q-000,336-011B
Autorisation: De Drummondville, St-Hyacinthe, Longueuil et Brossard aux aéroports de Dorval et Mirabel
Affichage dans les autobus: du 31 mars 1991 au 14 avril 1991

LOCATION

Délais d'opposition ou d'intervention:
21 jours du présent avis

No: M-91-09016-2
PERFORMANCE LAURENTIDES INC.
1435, boul. Paquette
Mont-Laurier (Québec) J9L 1M8
DEMANDE DE PERMIS

Location à court terme (moins d'un an) de camions, camionnettes, fourgons et fourgonnettes aux places d'affaires suivantes:

AU: 779-B, rue Principale
Ste-Agathe Sud (Québec)
J8L 1L1

AU: 1267, rue Quimet
St-Jovite (Québec)
J2T 2H0

AU: 311, Principale
Maniwaki (Québec)
J9L 2A7

No: M-91-09017-0
U-HAUL CO (CANADA) LTEE
8101, Route Montréal-Toronto
Montréal-Ouest (Québec) H4X 1N1
Proc.: Ogilvy Renault

DEMANDE DE PERMIS
Location à court terme de camions, camionnettes, fourgons et fourgonnettes de la place d'affaires suivante:

AU: 1950, boul. Hamel
Québec (Québec)
G1N 3Z2

Délais d'opposition ou d'intervention:
10 jours du présent avis

No: M-91-09126-9
LES TRANSPORTS G.J.P. INC.

510, Rang des Irlandais
Ste-Brigide d'Iberville, Québec
(St-Jean) J0L 1X0
DEMANDE DE PERMIS SPÉCIAL

Location à court terme de camions, camionnettes, fourgons, fourgonnettes, tracteurs, remorques, semi-remorques à la place d'affaires ci-haut mentionnée.

MARITIME

Cette publication constitue l'avis que la Commission donne à tous les titulaires de permis pour satisfaire à l'article 9 de l'Ordonnance générale sur le transport de passagers et de marchandises par eau.

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

Catégorie de véhicule: 5 (tirant une remorque ou une semi-remorque chargée d'équipement de loisirs).

La clientèle visée est constituée de touristes de plaisir, d'affaires, de congrès et plusieurs Clubs de l'âge d'or.

TAXI

Délais d'opposition ou d'intervention:
21 jours du présent avis

No: Q-91-04717-4
JACQUES, JACQUES
(Taxi Deluxe L.M.P.J. Enr.)
153, Boul. St-Laurent
Donnacona (Québec) G0A 1T0
DEMANDE DE PERMIS

237803-RG DONNAACONA
formée de la municipalité de Donnacona (29280-V)
Montréal (A-11)

Délais d'opposition ou d'intervention:
10 jours du présent avis

No: M-91-09069-1
TELISMA, SMITH
1742, Lunebourg
Vimont, Laval
(lie de Jésus) H7M 4N6
Et demandeur-cédant:
Pierrot, Louis-Marc
11900, Pavillon
Pierrefonds
(lie de Montréal) H8Z 1M8
TRANSFERT DE PERMIS

7-M-213015-001A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09070-9
RONAGH-MOJDEH, SIAMAK
7931 B, Mackle Road
Côte St-Luc (lie de Montréal) H4W 1A5
Et demandeur-cédant:
Vallée, Benoit
V.B. Taxi Enr.
5903 Bélanger, apt. 203
Saint-Leonard
(lie de Montréal) H4W 1G8
TRANSFERT DE PERMIS

6-M-212778-002A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09071-7
MERCIER, YVES
6173, Des Groseilliers
Ville d'Anjou
(lie de Montréal) H1T 1G8
Et demandeur-cédant:
Laplante, Lise
Lise Laplante taxi
77, rue Gignac
Repentigny (L'Assomption) J5Y 1X4
TRANSFERT DE PERMIS

5-M-213769-001A
Dans le territoire de: Est de Montréal (A-05)

No: M-91-09072-5
KIANI-TARI, EBRAHIMAGHA
145, 7e Avenue
Lac Beauport
Saint-Calixte (Montcalm) J0K 1Z0
Et demandeur-cédant:
Cohen Elmaleh, Colette
5245, Avenue Van Horne, app. 4
Montréal (lie de Montréal) H3W 1J8
TRANSFERT DE PERMIS

5-M-207787-001A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09073-3
KHOSRAVI DJAM, BAHMAN
920, Crémazie ouest, apt. 52
Montréal (lie de Montréal) H3N 1A5
Et demandeur-cédant:
Guerrier, Wesner
70, Goguet
Montréal (lie de Montréal) H1A 3C4
TRANSFERT DE PERMIS

4-M-208570-002A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09074-1
AUBRY, LIONEL
941, Chemin Domaine Guidon
BG 333, Sainte-Agathe
(Terrebonne) J8C 2Z8
Et demandeur-cédant:
Matte, Gérard
1070, Aubin
St-Jovite (Terrebonne) J0T 2H0
TRANSFERT DE PERMIS

2-M-212101-001A
Dans la région de Saint-Jovite formée des municipalités de Saint-Jovite et Saint-Jovite

No: M-91-09075-8
ANDRÉ NOBERT & AL. EN SOCIÉTÉ
Gestion: Morel & Norbert
4004, Wellington
Verdun (lie de Montréal) H4G 1V3
Et demandeur-cédant:
St-Hilaire, Marc
Marc St-Hilaire Enr.
178, Chemin Troitier
Piedmont (Terrebonne) J0R 1K0
TRANSFERT DE PERMIS

3-M-213001-001A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09076-6
2854-4898 QUÉBEC INC.
3235, Sauter
Laval (lie de Jésus) H7E 1W8
Et demandeur-cédant:
Makassabo, Yeramia Mexabo
4302, Dudemaine
Montréal (lie de Montréal) H4J 1M7
TRANSFERT DE PERMIS

0-M-209502-001A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09093-1
BACHAND, JEAN-MAURICE
Taxi Royal - J.-M. Bachand Enr.
113, rue St-Georges
Windsor (Richmond) J1S 1J7
Et demandeur-cédant:
Parent, Renaud
Taxi Windsor No. 5
46-C, Principale Nord, C.P. 61
Windsor (Richmond) J1S 2C4
Proc.: Les Notaires Marier
TRANSFERT DE PERMIS

0-M-213756-001B
Dans la région de Windsor formée des municipalités de Windsor, Windsor, Saint-François-Xavier-Brompton et Saint-Grégoire-de-Graveline

No: M-91-09095-6
STAN, VASILE
3982, Côte des Neiges, apt. B-60
Montréal (lie de Montréal) H3H 1W2
Et demandeur-cédant:
Szweczk, Wiktor F.
3272, Clément
Fabreville, Laval
(lie de Jésus) H7P 4C4
TRANSFERT DE PERMIS

6-M-203959-001A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09097-2
CANTAVE, JEAN CALEB
12301, Charles Renard
Montréal (lie de Montréal) H1E 1X7
Et demandeur-cédant:
Les Gestions Finanka Ltée
360, De Champs
Boucherville (Chambly) J4B 6N7
TRANSFERT DE PERMIS

6-M-209642-002A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09096-4
MORISSETTE, LAVAL
2171, Marmier, apt. 2
Longueuil (Chambly) J4K 4V1
Et demandeur-cédant:
Senneville, Albert
8185, Arlington
St-Hubert (Chambly) J3Y 5B9
TRANSFERT DE PERMIS

4-M-203985-001A
Dans le territoire de: Longueuil (A-02)

No: M-91-09100-4
2849-7345 QUÉBEC INC.
3210, Forest Hill, apt. 405
Montréal (lie de Montréal) H3V 1C7
Et demandeur-cédant:
Juhasz, Imre
3210, Forest Hill, apt. 405

Montréal (lie de Montréal) H3V 1C7
TRANSFERT DE PERMIS
7-M-204469-001A, 002A, 003A, 004A et 005A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09102-0
2853-0194 QUÉBEC INC.
3210, Forest Hill, apt. 405
Montréal (lie de Montréal) H3V 1C7
Et demandeur-cédant:
Juhasz, Susan
3210, Forest Hill, apt. 405
Montréal (lie de Montréal) H3V 1C7
TRANSFERT DE PERMIS

1-M-204465-001A, 002A, 003A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: M-91-09103-8
BARBANDI, CHAHDOKHTE
530, Landreville, app. N
Verdun (lie de Montréal) H3E 1B4
Et demandeur-cédant:
Registre, Augustin François
979, 3ème Rue
Montréal (lie de Montréal) H1C 1C4
TRANSFERT DE PERMIS

5-M-211276-001A
Dans le territoire de: Montréal (A-11)

No: Q-91-04654-9
VEILLETTE, MAURICE
3980, rue Châteauquay
Trois-Rivières (Québec) G8Y 2S5
ET DEMANDEUR-CÉDANT:
STEVENS, MAURICE
20, Lanouette, apt. 205
Cap de la Madeleine
(Québec) G8T 9K2
TRANSFERT DE PERMIS

1-Q-203982-001A
Dans le territoire de: Trois-Rivières (A-40)

No: Q-91-04676-2
DOUSSAULT, ALAIN
168, rue Toupin
Varien (Québec) G1M 2V7
ET DEMANDEUR-CÉDANT:
DUCHESNEAU, LOUISE
1208, rue
Val Belair (Québec) G3K 1Y2
Proc.: Me Jacques Couillard
TRANSFERT DE PERMIS

8-Q-204868-001A
Dans le territoire de: Québec (A-36)

No: Q-91-04721-6
QUIRION, EMMANUEL
354, 30e avenue Nord
C.P. 584
Ste-Georges (Québec) G5Y 5C9
ET DEMANDEUR-CÉDANT:
SUCCESION BERNARD QUIRION
a/s Rejeanne Lambert E.T.
1208, rue
St-Georges-Est (Québec) G5Y 6R6
TRANSFERT DE PERMIS

5-Q-204176-001B
Dans le territoire de: 234005-RG St-Georges-Ouest
formée des municipalités de Aubert-Gallion (23320-SD)
St-Georges-Ouest (23310-V)

No: Q-91-04756-2
POTVIN, JEAN-PAUL
1515, rue St-Georges
St-Félicien (Québec) G8K 1E7
ET DEMANDEUR-CÉDANT:
TREMBLAY & COMPAGNIE SYNDICS
ET GESTIONNAIRES LTÉE
582, Boul. Saguenay Est
Chicoutimi (Québec) G7H 1L2
TRANSFERT DE PERMIS

8-Q-203092-001A
Dans le territoire de: RG-224002, St-Félicien
formée des municipalités de St-Félicien (90350-V)

No: Q-91-04823-0
BOUQUIN & LAPIERRE INC.
330, rue Jackson
Québec
(Québec) G1N 4C5
Chouinard & Associés
DEMANDE DE MAINTIEN
ACQUISITION D'INTÉRÊTS

Transport de matières en vrac
Dans le territoire de: Région 03
Matières transportées: Toutes
Permis concerné: 1-Q-507358-001A
La nouvelle liste des actionnaires peut être consultée au bureau de la Commission des transports du Québec, aux heures normales d'ouverture.

No: Q-91-04825-5
LEMIEUX, RÉJEAN
(Transport Réjean Lemieux Enr.)
1124, Bellevue
St-Lambert
(Lévis) G0S 2W0
DEMANDE DE MODIFICATION
DE PERMIS

Transport de matières en vrac
Dans le territoire de: Région 03
Matières transportées: Toutes
Il s'agit d'une demande de modification du permis Q-509-942-001A afin d'y faire ajouter les matières suivantes: clinker et gypse.

Délais d'opposition ou d'intervention:
10 jours du présent avis

No: M-91-09080-8
WHITE, JEAN-GUY
Transport J.G. White
102 Concorde
Delson
(Laprairie) J0L 2G0
DEMANDE DE RENOUELEMENT
6-M-511849-001A
Territoire: Région 06

No: M-91-09086-9
A. Y. TRANSPORT INC.
50 rue Sylvio Langlois
Saint-Félicien D'Alquier
(Abitibi) J0Y 1G0
MAINTIEN DE PERMIS
3-M-511735-001A
Territoire: Région 0

Avis de la Commission des transports du Québec

Suite de la page B-5

Chicoutimi (Chicoutimi) G7J 4N3
 APPROBATION DE CHANGEMENTS
 Approbation d'une modification apportée au Règlement no 2 (code de déontologie). La nature des changements dont on demande l'approbation peut être consultée au dossier de la Commission.

CAMIONNAGE EN VRAC AVIS PROPRIO MOTU

Délais d'opposition ou d'intervention:
 30 jours du présent avis

No: Q-91-04817-2
 COMMISSION DES TRANSPORTS
 DU QUÉBEC
 5500, boul. des Galeries
 Québec (Québec) G2K 2E1
 — Et —
 SOUS-POSTE DE COURTAJE EN
 VRAC DE LA VALLEE DE LA
 MATAPEDIA INC.
 114, rue Blais
 Causapscal (Matapédia) G0J 1J0
 (partie intime)
 ANNULATION DE PERMIS
 La Commission donne avis de son intention de rendre une décision aux fins d'annuler le permis de courtage Q-52111P-002A qu'elle a délivré à la partie intimée, au motif que les conditions dont le permis était assorti n'ont pas été respectées.

CAMIONNAGE EN VRAC EXTRA-PROVINCIAL

Ces avis sont donnés en vertu de la partie II de la Loi de 1987 sur les transports routiers (35-36 EL II c.35).
 La Commission délivrera la licence de camionnage en vrac extra-provincial, à moins qu'une personne opposée ne la convainque que l'exploitation de l'entreprise visée par la demande est susceptible de nuire à l'intérêt public.
 Le délai de l'opposition qui doit être écrite et assemblée est de 21 jours du présent avis.

Avis est donné que la Commission entendra la personne opposée ou son procureur sur la recevabilité de son opposition.
 Pour un dossier de Montréal (M) à Montréal: mardi le 11 juin 1991 à 10:00 heures.
 Pour un dossier de Québec (Q) à Québec: jeudi le 13 juin 1991 à 10:00 heures.

No: M-91-09084-0
 CARRIER, MARTIN
 265 Prévost
 Cookshire (Compton) J0B 1M0
 DEMANDE DE LICENCE
 Transport de matières en vrac
 Matières demandées: Toutes
 Territoire: Régions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.
 Frontières: Qué.-Ont., Qué.-N.B., Qué.-T.N., Qué.-U.S.
 Nombre de véhicule: 1

No: M-91-09137-6
 DONALD, JOYAL INC.
 412 St-Pierre
 Saint-Marcel-de-Richelieu (Richelieu) J0H 1T0
 DEMANDE DE LICENCE
 Transport de matières en vrac
 Matières demandées: Toutes
 Territoire: Régions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.
 Frontière: Qué.-Ont.
 Nombre de véhicule: 1

No: M-91-09139-2
 TRANSPORT LUC BRABANT INC.
 637 Elie-Auclair
 St-Polycarpe (Soulanges) J0P 1X0
 DEMANDE DE LICENCE
 Transport de matières en vrac
 Matières demandées: Toutes
 Territoire: Régions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.
 Frontières: Qué.-Ont., Qué.-N.B., Qué.-T.N., Qué.-U.S.
 Nombre de véhicule: 1

No: Q-91-04822-2
 TRANSBOIS (CANADA) LTÉE
 458, Principale Nord
 St-Pamphile (L'Islet) G0R 3X0
 Chouinard & Associés
 DEMANDE DE LICENCE
 Transport de matières en vrac
 Territoire: Régions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.
 Frontières: Qué.-Ont., Qué.-E.U., Qué.-N.B.
 Matières transportées: 0013, 0014, 0015, 0016, 0017 et 0022.
 Il s'agit d'une demande pour 2 propositions de service.

No: Q-91-04835-4
 2544-7343 QUÉBEC INC.
 39, rue Parc Industriel
 Saint-Benoît-Labre (Beauce) G0M 1P0
 DEMANDE DE LICENCE
 Transport de matières en vrac
 Matières transportées: Toutes
 Territoire: Régions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.
 Frontière: Qué.-E.U.
 Il s'agit d'une demande pour une proposition de service.

CAMIONNAGE LOCAL, INTRA ET EXTRA-PROVINCIAL

Ces avis sont donnés en vertu de la partie II de la Loi de 1987 sur les transports routiers (35-36 EL II c.35) et de la Loi sur le camionnage (1987, ch. 97).

La Commission délivrera la licence de camionnage extra-provincial, la licence de camionnage intra-provincial ou le permis de camionnage, à moins qu'une personne opposée ne la convainque que l'exploitation de l'entreprise visée est susceptible de nuire à l'intérêt public.
 Le délai de l'opposition qui doit être écrite et assemblée est de 21 jours du présent avis.

Avis est aussi donné, que la Commission entendra la personne opposée ou son procureur sur la recevabilité de son opposition.

Pour un dossier de Montréal (M) à Montréal: mardi le 11 juin 1991 à 10:00 heures.
 Pour un dossier de Québec (Q) à Québec: jeudi le 13 juin 1991 à 10:00 heures.

No: M-91-09018-8
 GESTION GÉRARD BOUTIN INC.
 3100, de Beauvillage
 Montréal (Québec) H1L 5W7
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.
 Frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09019-6
 TRANSPORTS RONALD SANS-CARTIER INC.
 2865 boul. Ste-Marie
 Mascouche (Québec) (L'Assomption) J7K 3B8
 LICENCE INTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09020-4
 GUAY, GEORGES
 560, Pl. La Fontaine, #1N
 Verdun (Québec) H3E 1G7
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09021-2
 LEMÉE, DAMIEN
 (Déménagement Sympathiques)
 4027, Bordeaux
 Montréal (Québec) H2K 3Z4
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09022-0
 LEMIEUX, STÉPHANE
 (Remorquage Stéphane Enr.)
 1846, Maple
 Mascouche (Québec) J7L 2L1
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 16: Véhicules automobiles routiers et pièces.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09023-8
 FORCIER, JACQUES
 (J.F. Transport)
 3196, Adam
 Montréal (Québec) H1W 1X6
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09024-6
 TRANSPORT DENIS HAMEL INC.
 874, Grosbois
 Repentigny (Québec) (L'Assomption) J5Y 1W2
 Proc.: Parenteau, Coulombe
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09025-3
 HARVEY (WORLD-WIDE) MOVING & STORAGE INC.
 a/s Arsenal Transport
 7940, 18e Avenue
 Montréal (Québec) H2A 3L9
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 17: Matériel électronique, de communication, de mesure, de radiographie et matériel connexe, Groupe 19: Appareils électriques et connexes, Groupe 20: Matériel industriel et commercial, outillage, Groupe 21: Meubles et accessoires de bureau, Groupe 22: Articles d'usage domestique, personnel et connexe, Groupe 28: Imprimés, papeterie, articles de photographie et instruments de musique, Groupe 33: Messagerie et colis de moins de quarante-cinq kilos.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick et Qué.-E.U.

No: M-91-09026-1
 KITT SERVICES INC.
 a/s Blakely, Gascon
 1200, Place du Canada
 Montréal (Québec) H3B 2P9
 Proc.: Blakely, Gascon
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont.

No: M-91-09027-9
 LES TRANSPORTS JONACO INC.
 1, rue Hervé
 Châteauguay (Québec) J6J 5W6
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 26: Matériel d'usage militaire, Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont.

No: M-91-09028-7
 CENTRE DE LOCATION SIMPLEX LTÉE
 9740 boul. de l'Acadie
 Montréal (Québec) H4N 1L8
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09029-5
 GESTION PAC-TRA INC.
 3329, Boisclair
 Boisbriand (Québec) (Terrebonne) J7H 1B6
 Proc.: Jean Roberge
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

2004, Salaberry
 Carignan (Québec) (Chambly) J3L 3P9
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09031-1
 COONEY BULK SALES LIMITED
 a/s Lafleur, Brown
 1, Pl. Ville-Marie, # 3725
 Montréal (Québec) H3B 3P4
 Proc.: Lafleur, Brown, de Grandpré, Kronström
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport à titre de principal
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09032-9
 2747-7173 QUÉBEC INC.
 5009, Irwin
 LaSalle (Québec) H8N 1A1
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09033-7
 152222 CANADA INC.
 76, 31e Avenue Nord
 Bois-des-Filons (Québec) (Terrebonne) J6Z 3G9
 Proc.: Parenteau, Coulombe
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09034-5
 2439-5575 QUÉBEC INC.
 243, Libersan
 Ste-Thérèse (Québec) (Terrebonne) J7E 4W6
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick et Qué.-E.U.

No: M-91-09035-2
 LIQUID TRANSPORT CORP.
 a/s Ogilvy, Renault
 1981, McGill College, # 1100
 Montréal (Québec) H3A 3C1
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 3: Aliments et boissons, Groupe 5: Produits d'origine animale ou végétale, Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 11: Produits chimiques et connexes, Groupe 27: Médicaments, produits pharmaceutiques, fournitures et appareils médicaux, Groupe 30: Produits manufacturiers, divers et autres.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont. et Qué.-E.U.

No: M-91-09036-0
 PACKARD TRANSPORT INC.
 a/s Paquette, Perreault
 200, St-Jacques O., # 900
 Montréal (Québec) H2Y 1M1
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09037-8
 2741-0026 QUÉBEC INC.
 4875, Orchard
 St-Hubert (Québec) (Chambly) J3Y 2G5
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09038-6
 2847-7974 QUÉBEC INC.
 (Déménagement Mission)
 3930, Fremont
 Laval (Québec) H7T 1T7
 LICENCE INTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09039-4
 2848-2628 QUÉBEC INC.
 (S.T.G.L. Transport)
 3329, Boisclair
 Boisbriand (Québec) (Terrebonne) J7H 1B6
 Proc.: Jean Roberge
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09041-0
 ANTONIO CARLUCCI & AL
 (EN SOCIÉTÉ)
 (Transport Maury)

11497, Desy
 Montréal-Nord (Québec) H1G 4B6
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09042-8
 ST-GERMAIN, YVON
 155, Petit Rang
 St-David (Québec) (Nicolet) J0G 1L0
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09043-6
 TRIPLE K TRANSPORT LTD.
 a/s Martineau, Walker
 3400, Tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1E9
 Proc.: Martineau, Walker
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 26: Matériel d'usage militaire, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09044-4
 GESTION GÉRARD BOUTIN INC.
 3100, de Beauvillage
 Montréal (Québec) H1L 5W7
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont.

No: M-91-09045-1
 TRANSPORT F.R.D. LEGAULT INC.
 R.R. 3, Rang Côte St-Pierre
 St-André-Avellin (Québec) (Papineau) J0V 1W0
 Proc.: Lavoie, Morency
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09048-5
 TRANSPORT TRUDECT LTÉE
 336, St-François-Xavier
 D'Arville, Québec (Laprairie) J0L 1G0
 Proc.: Paquette, Perreault, Trudeau & Lavoie
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 26: Matériel d'usage militaire, Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09049-3
 MONSON CHEMICALS INC.
 a/s Suzanne Guttin
 1080, Beaver Hall H., # 605
 Montréal (Québec) H2Z 1S8
 Proc.: Gowing, Strathy & Henderson
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09050-1
 BURATYNSKI, PETER V.
 a/s Suzanne Guttin
 1080, Beaver Hall H., # 605
 Montréal (Québec) H2Z 1S8
 Proc.: Gowing, Strathy, Henderson
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09055-0
 DORECO TRANSPORT INC.
 a/s Jacques Legault
 46, Bigelow
 Buckingham (Québec) J8L 3M5
 LICENCE INTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09056-8
 2848-6256 QUÉBEC INC.
 305, Bourgeois
 Coaticook (Québec) J1A 2T4
 LICENCE INTRA-PROVINCIALE
 Transport à titre de principal
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09057-6
 LISON, YOMTOV
 4755, Vézina
 Montréal (Québec) H3W 1B7
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09058-4
 LES PÉTROLES R. TURMEL INC.
 4337, rue Villeneuve
 Lac Mégantic (Québec) (Frontenac) G6B 2C2
 PERMIS LOCAL
 Transport à titre de principal
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09120-2
 2847-7974 QUÉBEC INC.
 (Déménagement Mission)
 3930, Fremont
 Laval (Québec) H7T 1T7
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09121-0
 LES ENTREPRISES RAYMOND SAURIOL INC.
 767, Dautry
 Laval (Québec) H7X 1K4
 Proc.: Yvon Plante
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: M-91-09195-4
 UNITED PARCEL SERVICE DU CANADA LTÉE
 1221, 32e Avenue
 Lachine (Québec) H8T 3H2
 Proc.: Guy & Gilbert
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: M-91-09196-2
 UNITED PARCEL SERVICE DU CANADA LTÉE
 1221, 32e Avenue
 Lachine (Québec) H8T 3H2
 Proc.: Guy & Gilbert
 LICENCE INTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: Q-91-04620-0
 TRANSPORT BOUTET INC.
 13, St-Joseph
 Pont-Rouge (Québec) G0A 2X0
 Proc.: Gagné, Letarte, Siros, Beaudet
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 26: Matériel d'usage militaire, Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Qué.-Ont., Qué.-Nouveau-Brunswick, Qué.-Terre-Neuve et Qué.-E.U.

No: Q-91-04637-4
 DÉCHUQUETAGE MOBILE JP INC.
 626-A, Rang 12
 St-Sylvestre, Québec G0Z 1H0
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: Q-91-04639-0
 TRANSLESS (1991) INC.
 484, Route 265
 Black Lake, Québec G0N 1A0
 LICENCE INTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: Q-91-04643-2
 DELNEUF INC.
 931, Grand-Rang, Route 365
 St-Raymond, Québec G0A 4G0
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 14: Machines industrielles, agricoles, spéciales ou autres, Groupe 15: Matériel de transport non-routier et pièces, Groupe 16: Véhicules automobiles routiers et pièces.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales.

No: Q-91-04660-6
 LE FOYER CANADIEN (1986) INC.
 358 boul. St-Benoît Nord
 C.P. 1420
 Amqui, Québec G0J 1B0
 Proc.: St-Hilaire & Ass.
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Québec-Ontario, Québec-Nouveau-Brunswick, Québec-Terre-Neuve, Québec-États-Unis.

No: Q-91-04715-8
 A.Y. TRANSPORT INC.
 50, Sylvio Langlois
 St-Félix-de-Daquiery (Québec) J0H 1G0
 PERMIS LOCAL
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales. Le district de Québec métropolitain. Le district de Montréal métropolitain. Le territoire de la Baie-James; le territoire du Grand-Nord; la Communauté

urbaine de Québec; la Communauté urbaine de Montréal; la Communauté régionale de l'Outaouais.

No: Q-91-04759-6
 CYR, LUDOVIC
 437, Rte 132 Est
 Gascons, Québec G0C 1P0
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 7: Produits du pétrole et du charbon, Groupe 26: Matériel d'usage militaire, Groupe 31: Monnaie et marchandises précieuses par véhicules blindés, Groupe 32: Meubles et autres biens usagés, Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontière: Québec-Ontario, Québec-Nouveau-Brunswick, Québec-Terre-Neuve, Québec-États-Unis.

No: Q-91-04760-4
 PST, INC.
 a/s Guyomont St-Hilaire
 1250A, Chemin Coop
 Bernières (Québec) G7A 1A1
 LICENCE EXTRA-PROVINCIALE
 Transport général public
 Biens transportés:
 Groupe 35: Marchandises générales.
 Territoires demandés:
 Toutes les municipalités régionales de comté, les territoires et les communautés urbaines et régionales, frontières:
 Québec/Ontario, Québec/N.-Brunswick,

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

122 Condos à vendre

CONDOS SOMMERSET SHERBROOKE/FORT
3 1/2 — 4 1/2 — 7 1/2
foyer, grandes pièces, air clim.,
près métro

À partir de 94 000 \$
Andrée Vinette
473-0057, 933-8968

PROMANAC
SERVICES IMMOBILIERS LTD.
13-05-91

A 5 MIN. du centre ville, 2290 Notre-Dame Ouest app. 101, 3 1/2 r.-dch. Vite libre sam.-dim. 84 000 \$, 933-6371

LA PRAIRIE Condo moderne, 1 c.c., terrasse face au lac, 67 000 \$ ou à louer: 550 \$/mois. Possibilité d'inclure ameublement. Royal Lepage crr, J. Pierre Soulière, 1-283-7711

AHUNTSIC Projet A. Grasset. Grand 4 1/2 sur 2 étages, avec garage, mezzanine, terrasse ensolaillée. Prix réduit: 112 000 \$ 384-0480, 381-0719

AHUNTSIC, condo 7 1/2 pièces, très éclairé, cachet ancien, 3e, près du métro, 139 000 \$, 336-4781

ANOU, agréable condo, 4 1/2 avec terrain, 99 000 \$ — 514-331-1450

CARRÉ ST-JACQUES 1 534 pi. ca., dans belle victorienne, 2 chambres, 2 1/2 b/s, stat., 189 000 \$
D. Lavoie, 733-7761
Le Permanent Crr

CENTRE-SUD 6 1/2, compl. rén. 1075 pi. c., semi-det., 2 c.c., terrasse, stat. disponible. À partir de 72 000 \$ 1467 Pénitenciers, 843-5076

CENTRE-SUD Grands 4 1/2, 880 pi. ca., rén. 1075 pi. c., 2 c.c., terrasse, stat. disponible. À partir de 72 000 \$ 1467 Pénitenciers, 843-5076

CHOMEDEY (ILE PATON), condo 4 1/2, terrasse bord de l'eau, piscine, sauna, à vendre (ou à louer), 120 000 \$ (évaluation 145 000 \$). Int. 682-8676 ou 565-5796

CITÉ DE LA SANTÉ
LAVALL 4 1/2, garage, vente rapide. Prix évaluation municipale. Rés.: 669-3818, bur.: 260-4158

CONDO 2 c.c., 1225 pi. ca., stationnement, planchers de bois. Nicolas 873-5146 ou 937-8594

CONDO 5 1/2 R.D.C., près U de M, complètement rén. 125 000 \$ 342-5996

CONDO LUXUEUX, 3 1/2, 925 pi. ca., construction 98/99, stationnement int., près piste cyclable, marché, eau, water et mètres, 107 000 \$ négociable, 332-9760

COPROPRIÉTÉ rén. près U de M, 7 1/2, 4 chambres, garage, rangement, 137 000 \$, visite libre, 14h à 16h, chaque dim. 739-9237

ILE DES SOEURS, Variétés V. élégant et spacieux 2 c.c., solarium, 1500 pi. ca., vue fleurie et ville, réduit 259 000 \$, 767-1430

ILE PATON, Terrasse Paton à Laval, bord de l'eau, luxueux condo, vente par proprio, prix réduit à 209 000 \$, c.c., 2 balcons cotés est et ouest, complexe sportif, possibilité de financement. Faut vendre. Bureau Danielle: 627-1119, rés.: 688-9214

L'ASSOMPTION ET SHERBROOKE, condo, 1360 pi. ca., 2 chambres, 2 1/2 b/s, coin sud-ouest, 106 étage, vue superbe, à vendre ou échanger. Pas d'agent, 255-6515

LAVALL SPECIAL CONDOS
Profitez du spécial Devenir propriétaire avec aussi peu que 1500 \$. Quatre magnifiques modèles, foyer, bain, tourbillon, garage, Programmes Mon Taux Mon Tôt et Cie d'Agent.

OUTREMONT adj. 4 1/2, rén. 1075, boiserie, stationnement, 100 000 \$ idéal pour enseignants ou étudiants. Pas d'agent, 733-4473

OUTREMONT, CHENONOUA
1280 pi. c., 2 chambres, 2 salles de bain, 5 électro, 314 000 \$ 279-0102, avant-midi et fin de semaine

PLATEAU 1750 pi. ca., sur 2 niveaux, divisions particulières, mur de brique, 8 pièces. Vue sur parc. 167 500 \$ 523-2867

122 Condos à vendre

LONGUEUIL, luxueux condo face fleuve et marina, avec loggia, foyer, piscine chauffée, alarme, décoré et semi-meublé, 950 pi. ca., 132 000 \$ pas d'agent, 285-8883

MTL-NORD, Boul. Gouin, condo 4 1/2 luxueux avec grand terrasse paysagée, système d'alarme, balayouse centrale, garage int., piscine, sauna, tourbillon dans office, 321-4033

OUTREMONT ADJ. Rue Hutchison. Condo 2 200 p.c., sur 2 niveaux, foyer, rénovation par décorateur, chaudière, très ensolaillée. Magnifique terrasse, garage. Faut voir! 235 000 \$ Pas d'agent, 341-0926

PLATEAU 4 1/2 rén. 2 c.c. Rue tranquille, près métro Mont-Royal. À partir de 59 000 \$ 4366-70 Châteaubrand, (angle Marie-Anne) 843-5076

PLATEAU Condo, coin de rue, 3 min. du métro, au 2ème étage, 2 chambres, rénovation complète, 10 fenêtres, terrasse, 125 000 \$, 588-9282

PRÈS HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT
Condominium de prestige, tour du Méridien, 5ème étage, vue dégagée et superbe sur ville et boisée protégée, lumière intérieure 1500 pi. ca., plus terrasse près de 400 pi. ca., 2 s/b, 2 b/s, 2 garages intérieurs. Tous services incluant saunas, piscines intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, concierge résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix: 210 000 \$ Sur rendez-vous: 387-3838, 387-7074

PRÈS PONT JACQUES-CARTIER
Condo grand 5 1/2, foyer, garage, fenêtres panoramiques, bain tourbillon, 464-2512

R.D.P., condo 7 pièces, 3 chambres, bureau, mezzanine, garage, doit vendre, prix à discuter. Rés.: 648-1839, bur.: 648-5927, 875-7605

SIMPSON, Studio gr. balcon, 5ème, 75 000 \$, RUE ST-MARC: 5 p.ces, éclairé, 125 000 \$, J. Duchaine, M. Riendeau, 651-8331, Re/Max Longueuil crr

ST-DONAT, À l'Anse aux Pionniers face Lac Archambault. Grand 4 1/2 libre 132 000 \$ 648-0966

TERRESSE PATON, condo beau 4 1/2, bien ensolaillé, vue sur rivière, pas d'agent, 687-9390

VILLE ST-LAURENT
LE BEAUCARRE. Construction en béton, face au parc Caron. Condo 5 1/2, 1600 pi. ca., sur 2 étages, 2 s/b, air climatisé, appareils ménagers, piscine int., tourbillon, 175 000 \$, Concierge: 748-0274, propriétaire: (514)563-2008

VILLERAY Charmant 4 1/2, 680 p.c. rén. 8028-34 St-Gérard, près métro. Bas avec petite cour 90 000 \$ 843-5076

VIMONT, 4 1/2, 1200 pi. ca., béton, air, piscine ext., garage double 170 pi. ca., rangements, patio 9 X 20, ensolaillé, 110 000 \$ 629-8815

40 km MTL: Bord Lac St-Louis. Peleuse grand boisé, tranquille, piscine, 6 p.ces, foyers. Saison 3 000 \$ 733-4192

AUD BORD LAC DES FRANÇAIS, Ste-Marceline. Chalet tout confort, équipé, pédalo. Saison: 6 000 \$ Au mois: 2 500 \$ 272-0140, 1 dsem: 883-0540

BORD DE LAC
Region Mont Tremblant. Chalet exclusif pour professionnel, situé sur le lac Outremont, complètement aménagé. Saison d'été: 15 mai au 15 oct. 8000\$. Jour: 613-996-9870, soir: 613-8022-1072

CHARLEVOIX, Les Ebolements, petit chalet, site extraordinaire, face au fleuve, semaine/mois, 335-2229

LAC DES SABLES, luxueux 6 pièces, tout équipé 3 chambres, foyer, sem. 569-0179 ou 1-819-326-8812

MAGOG Condo neuf, 3 1/2, meublé, bord lac Memphrémagog, piscine, tennis, semaine, mois, saison, 649-1714

ST-DONAT, Lac Ouareau, bord de l'eau, plage sable, grand chalet, idéal volaille et famille. Saison 10 mai au 15 oct 5 500 \$, Mtl: 637-2371, St-Don: 819-424-5102 ou 424-5439

STE-ÉMILIE DE L'ÉNERGIE
SITE DE REVE
BORD DE LAC, 12% acres boisées, const. 90, 2 étages, 3 ch. c., bain roman, cuisine, s/diner + salon aere ouverte. Ensolaillé, foyer circulaire. Achetez sérieusement! 170 000 \$. Prop. (514) 474-3881

145 Terres, fermes à vendre
A ST-CALIXTE: Fermette d'une superficie d'environ 5 arpents, au 1/2 déposé, avec ruisseau naturel, site enchanteur pour éducation, 2 bâtiments pour élevage de chevaux et petits animaux, maison neuve juin 2005, style canadien, richement meublé, meubles neufs et ultra modernes. 120 000 \$ Occupation immédiate.
1-222-5578

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

125 Chalets à louer

ST-LOUIS, condo, 2 chambres, tout équipé, r. de ch., sem./mois/saison, 669-6221, 689-1052

129 Chalets à vendre
BORD DE L'EAU, Rivière richelieu, St-Jean, petit chalet hiver-été, terrain face 90 X 125, 110 000 \$
971 Marceau, 1(514)348-4073

BORD DE L'EAU, Lac des Îles, L. Entre-Lacs, domaine et terrain à vendre, 622-7212, 1-228-2094

BORD DU LAC, St-Gabriel, 17 000 \$, 5 chambres, foyer, terrain 17 000 \$, 49 500 \$, 527-1831, 1-835-7016

BORD LAC EN COEUR, St-Adolphe d'Howard 3 c.c. meublé, foyer, puits artésien, bateau, 25 382 p.c. 766-9383

CHALET D'ÉTÉ, avec servitude sur plage privée et marina, lac Ballon, 20 min. de St-Jérôme, 39 000 \$, 962-3855

ESTRIE
Magnifique condo 2 étages qui personnel, vue sur le lac Memphrémagog, 1-819-563-8848 ou 1-819-822-1596

LABELLE Bord de l'eau. Hiver/été. Superbe terrain boisé 75 000 \$
Soir: 272-4999, (819)866-3946

ST-DONAT, Chalet suisse. Idéal pour famille. Lac en montagne, tranquille, 1 h. Mtl. magnifique plage sablonneuse, 2 foyers, 5 c.c. + garage double séparé avec app./studio au dessus. Vente privée. 819-424-5311

137 Maisons de campagne à louer
CHARLEVOIX: irrésistible maison piece sur piece, 20 X 25 (bas côté), cachet particulier, foyer, vue imprenable sur fleuve, saison estivale ou, idéal pour couple, 450\$/sem., discutable. 679-8666 ou 463-2328

ST-HIPPOLYTE, maison d'hiver et d'été, 6 pièces, chauffage élect., non-hum. 525\$/mois, 679-4217

141 Maisons de campagne à vendre
CHARLEVOIX: irrésistible maison piece sur piece, 20 X 25 (bas côté), cachet particulier, foyer, vue imprenable sur fleuve, saison estivale ou, idéal pour couple, 450\$/sem., discutable. 679-8666 ou 463-2328

CHALET - SITE pittoresques 3 saisons, 70 acres, 30m. Lachute 62 000 \$ 471-7431

CONTRECOEUR: terre 70 arpents avec bois, maison 2 logements, 867-5535 entre 17h - 19h

GRANDE MAISON VICTORienne située dans le village de l'ingwick à 15 miles de Victoriaville à environ 8 miles de Warwick à proximité de lac, golf, centre de ski, pas d'agent, prix 45 000 \$, 819-344-2074

MAISON: 4 saisons, garage séparé, 30m. Lachute, 8 000 \$ comptant, balance Caspe P. 280 \$/mois, 471-7431

REGION RICHMOND sous Pins, grande maison impeccable, rén. avec goût. Salon et vivre avec foyer, salle à manger, portier française. 7 chambres à coucher, belles salles de bain. Bâtiments et 130 acres semiboisés tout éboulés.

STE-ÉMILIE DE L'ÉNERGIE
SITE DE REVE
BORD DE LAC, 12% acres boisées, const. 90, 2 étages, 3 ch. c., bain roman, cuisine, s/diner + salon aere ouverte. Ensolaillé, foyer circulaire. Achetez sérieusement! 170 000 \$. Prop. (514) 474-3881

145 Terres, fermes à vendre
A ST-CALIXTE: Fermette d'une superficie d'environ 5 arpents, au 1/2 déposé, avec ruisseau naturel, site enchanteur pour éducation, 2 bâtiments pour élevage de chevaux et petits animaux, maison neuve juin 2005, style canadien, richement meublé, meubles neufs et ultra modernes. 120 000 \$ Occupation immédiate.
1-222-5578

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-3889

IDEAL POUR CHASSEUR
region Lac Des Ecorces. Ferme neuve, 4 lots boisés, 5 chasseurs par lot, 1-819-585-388

DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

Haro sur les syndicats

Un travailleur québécois sur neuf chôme parce que la compétitivité de nos entreprises est en chute libre

Roger J. Bédard

Conseiller en relations industrielles

UNE ENTREPRISE, quelle qu'elle soit, existe pour répondre à la demande d'une clientèle.

Or, depuis les années 50, les entreprises implantées au Québec ont graduellement été déplacées sur les marchés intérieurs et sur les marchés extérieurs par des entreprises implantées dans d'autres provinces ou d'autres pays.

La capacité concurrentielle des entreprises du Québec n'a cessé de se détériorer depuis 40 ans. Simultanément, la capacité concurrentielle des entreprises implantées dans les *Right to Work States* aux États-Unis s'est améliorée continuellement au cours des mêmes années.

De la même manière, les entreprises implantées au Japon et dans certains pays d'Europe occidentale ont prodigieusement amélioré leur capacité de bousculer les entreprises du Québec sur les divers marchés.

Toutes les études effectuées sur la capacité concurrentielle du Canada (incluant le Québec) sont arrivées à la même conclusion : la compétitivité des entreprises canadiennes est tombée du deuxième au sixième rang mondial entre 1970 et 1990. Ce fait vient d'être confirmé avec force par le *World Competitiveness Report* — 1990, publié en mars.

Pourquoi le Canada a-t-il subi une glissade aussi dramatique ?

Le coût de la main-d'œuvre leur causant un désavantage concurrentiel insurmontable, un grand nombre d'entreprises ont réduit graduellement leurs effectifs au Québec et ont déménagé à l'extérieur.

Un cas : Dominion Textiles

Dominion Textiles, qui est implantée au Québec depuis 85 ans, nous fournit une bonne illustration de ce phénomène.

Si Dominion Textiles n'avait pas été handicapée par des coûts de main-d'œuvre fantaisistes, cette compagnie embaucherait aujourd'hui environ 50 000 employés au Québec et se placerait à côté des J.P. Stevens Inc. des États-Unis et de Toyo Menka du Japon, au rang des géants mondiaux des textiles.

Au cours des années 50, Dominion Textiles et ses filiales ont employé 20 000 personnes au Québec. En 1991, Dominion Textiles compte moins de 5000 employés de toutes compétences dans la Belle Province.

Entre 1958 et 1988, Dominion Textiles a fermé onze de ses usines québécoises les plus importantes et supprimé 14 000 emplois ici. De plus, les effectifs aux usines de Sherbrooke, Magog et Drummondville ont été

TABLEAU 1 DOMINION TEXTILES		
Usines	Nombre d'employés ⁽¹⁾	Situation en 90
Montréal		
Usine Notre-Dame Est	800	Fermée
Usine St-Henri	3500	Fermée
Usine Côte St-Paul	700	Fermée
Bur.-chef.		
1950 Sherbrooke O.	000	Déménagé et réduit
Valleyfield (Mtl Cottons)	5000	Fermée
Beauharnois	550	Fermée
St-Jean (Richelieu)	500	Fermée
Montmorency (Les Chutes)	800	Fermée
Sherbrooke (Domil)	300	Réduite
Sherbrooke (Tissage)	600	Réduite
Magog (Domtex)	800	Réduite
Drummondville (Tissage)	600	Réduite
Trois-Rivières (Wabasso)	1200	Fermée
Penmans (Montréal)	500	Fermée
Grand-Mère (Wabasso)	1000	Fermée
Sherbrooke (Paton)	900	Fermée

(1) Pour les usines fermées les effectifs sont ceux des années 50. Pour les usines en opération, ce sont les effectifs en 1990.

substantiellement réduits. Le tableau 1 rappelle l'évolution des établissements de Dominion Textiles au Québec.

La valeur des actions de Dominion Textiles a dégringolé de 18 \$ en avril 1987 à 5,50 \$ en janvier 1991. La compagnie a déclaré un profit de 4 700 000 \$ en 1989 et une perte de 15 400 000 \$ en 1990 sur des ventes de 1,3 milliard par année.

Pour rétablir de saines opérations, Dominion Textiles a implanté ses nouvelles usines en des environnements plus favorables : en Ontario et à Hong Kong notamment. En outre, Domtex a fait l'acquisition d'une usine de denim qui emploie 1050 personnes à Erwin (Caroline du Nord), au cœur de l'Amérique non syndicale. Dominion Textiles a aussi ouvert une usine de tissage en Irlande, où la main-d'œuvre coûte la moitié de ce qu'elle coûte au Québec. Avec pour résultat qu'aujourd'hui Dominion Textiles emploie un plus grand nombre de salariés en dehors du Québec qu'à l'intérieur.

Un lien dévastateur

Entre 1970 et 1989, plus de 4000 entreprises syndiquées ont fermé leurs portes au Québec ou ont déménagé à l'extérieur de la province. Ces entreprises ont licencié 250 000 salariés

québécois de toutes compétences. Le coût de la main-d'œuvre (salaires et avantages d'appoint) est si élevé au Québec que les entreprises ont été dans l'obligation de réduire leurs effectifs.

Partout, la même observation : taux de syndicalisation et taux de chômage vont rigoureusement de pair.

L'analyse statistique de l'interaction entre syndicalisation et chômage dans quatre provinces canadiennes et pour le Canada tout entier révèle une corrélation entre les deux phénomènes.

Au Québec comme ailleurs, l'observation est la même : la syndicalisation cause un désavantage concurrentiel aux entreprises et accélère leur élimination sur le marché avec une conséquence dramatique pour les travailleurs : le chômage.

Dans la même veine, le rapport semestriel de la Banque Royale du Canada, publié le 3 avril dernier, rappelle que les coûts prohibitifs de la main-d'œuvre au Canada sont le motif invoqué par 40 % des entreprises canadiennes qui déménagent aux États-Unis.

TABLEAU 2		
	Taux de syndicalisation	Taux de chômage
1951	13.4%	3.0%
1960	21.0%	4.0%
1970	32.0%	7.3%
1990	40.0%	11.8%

Source: Rapport annuel du ministère du Travail 1951, p. 23
Revue Statistique du Canada, 1951, 1960
Ministère du Travail du Québec, 1990
Statistique Canada, 1990

Selon une étude du *Bureau of Labor Statistics* des États-Unis, les 21 *Right to Work States* américains ont connu une augmentation de 1 210 300 emplois industriels entre 1966 et 1988, alors que les 29 États qui ne le sont pas ont subi une diminution de 2 753 000 emplois dans l'industrie manufacturière.

Pourquoi le Québec en est-il arrivé à produire 452 000 chômeurs ? Parce que les entreprises implantées au Québec sont de moins en moins concurrentielles sur les marchés domestiques et sur les marchés extérieurs.

Appel aux forces vives

Une situation aussi critique nécessite une action coordonnée et immédiate de tous les éléments productifs de la société.

1 — **Les entreprises.** Les entreprises vont devoir reconstruire leurs relations avec leurs employés, dans un encadrement plus approprié que la structure patronale-syndicale. L'exemple de la Suisse, où il n'y a eu

teler à la tâche d'amender en profondeur des lois du travail qui ont causé de si graves préjudices aux salariés et à notre société en son ensemble.

Construction. En priorité, l'AN doit abroger la Loi des relations du travail dans la construction (loi 290) et éliminer le décret de manière à rétablir un marché entièrement libre dans l'industrie de la construction.

Décrets. La loi des décrets, adoptée durant la Grande Crise, il y a 57 ans, est en voie d'être fatale à ce qui reste de nos industries du meuble, de la confection, etc. C'est une exigence de l'intérêt public que d'abroger, dès la présente session de la Législature, la vieille loi des décrets de convention collective.

Code du travail. Le Code du travail du Québec contient quelques-unes des stipulations les plus abusives de toutes les législations du travail de l'hémisphère industrialisé.

Les *Right to Work Laws*, adoptées par 21 États des États-Unis et l'*Employment Act*, de même que le *Trade Union Act* adoptés par le Parlement britannique en 1980 et 1984 respectivement fournissent des modèles qui doivent inspirer le législateur québécois.

Dans ce dernier cas, la nouvelle législation a produit des résultats remarquables. Le taux de syndicalisation en Grande-Bretagne est tombé de 52 % en 1980 à 36 % en 1989, et le taux de chômage dans ce pays a diminué de 12 % en 1981 à 5,8 % en 1989.

Secteur public. Les lois doivent être amendées de manière à soumettre à l'approbation préalable des membres de l'Assemblée nationale toutes les sommes de deniers publics qui sont matière à négociations avec les syndicats. La concurrence déloyale qu'exerce le secteur public contre le secteur privé s'en trouvera réduite.

En résumé, nous devons bien comprendre pourquoi 452 000 salariés québécois sont en chômage. L'effort concerté des employeurs, des salariés et des pouvoirs publics est nécessaire pour rétablir la capacité concurrentielle des entreprises québécoises, et par voie de conséquence de ramener au travail notre demi-million de chômeurs.

Cette polarisation qui empoisonne tout...

Catherine Commandeur

Médecin, animatrice des Professionnels de la santé pour une responsabilité nucléaire

DANS NOTRE SOCIÉTÉ, tous les débats sont polarisés en « pour » et en « contre ». Mais la réalité n'est pas si simple. C'est vrai qu'au bout de toute analyse, une décision doit être prise. Mais une analyse sérieuse est nécessaire si l'on veut que la décision soit éclairée. À mon avis, cette polarisation basée sur des sentiments évite la discussion et bloque l'échange.

Par exemple, si on parle de la guerre au Moyen-Orient, de la souveraineté du Québec ou de l'avortement, il est beaucoup trop simpliste de dire « je suis pour » ou « je suis contre ». Nous devons comprendre pourquoi telle position est meilleure que telle autre. Je trouve que les intérêts étroits d'individus ou de groupes manipulent ou simplifient malheureusement les problèmes. En fin de compte, cette simplification rend la population impuissante à saisir les vrais enjeux, et surtout ce qui est bon ou mauvais pour elle.

Par exemple, relativement au Moyen-Orient ou au drame des réfugiés kurdes, nous devrions nous demander dans quel but les Américains et leurs alliés ont apporté de l'aide aux Kurdes, alors qu'ils les ont toujours ignorés par le passé, et alors même que de l'autre côté, nous n'avons aucune information sur les centaines d'enfants qui meurent chaque jour en Irak par manque d'eau potable et de nourriture. La vraie question est la suivante : quelle attitude devrait adopter le peuple canadien face à de telles situations ? Quels

Les intérêts étroits d'individus ou de groupes manipulent et simplifient grossièrement les problèmes politiques et sociaux. La paix, la sécurité et la démocratie sont les premières victimes.

sont les véritables besoins du peuple kurde ?

Pour revenir à la guerre du Golfe, il est clair que tout discours qui a justifié cette guerre est à condamner. Ce que voulait le mouvement pour la paix au Québec, comme ailleurs, c'était que ce conflit se règle de façon civilisée, par les voies politiques et diplomatiques. Même si l'un des membres de la communauté internationale avait violé les lois sur le respect de la souveraineté des autres pays, cela ne donnait pas le droit, à aucun pays ou groupe de pays, d'utiliser la force pour régler le litige.

Le mouvement d'opposition à la guerre a agi avant tout en se basant sur des principes de paix, de justice et de respect. C'est sur de tels principes que doivent être bâtis la future société et le nouvel ordre mondial. Ce qui est clair, c'est qu'aucun conflit ne doit être réglé par la force : il existe des milliers d'autres façons de régler les conflits.

De la même façon, au Québec, on discute aujourd'hui de souveraineté. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Si on ne parle pas de la Constitution colonialiste établie par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, amendée maintes et maintes fois, qui nous régit depuis des siècles et nous envoie régulièrement en Cour suprême pour régler nos problèmes, alors on ne pourra jamais parler de souveraineté. Tout problème doit être étudié dans son contexte historique.

Nous avons à bâtir une nouvelle société. Nous devons trouver des solutions dans l'intérêt des larges masses de la population, qu'il s'agisse de questions internationales, environnementales, politiques ou constitutionnelles. Il est indispensable que la participation massive soit une réalité et non un semblant de processus démocratique — du genre à faire prévaloir, en fin de compte, les opinions d'experts et de groupes d'intérêt.

Le monde entier veut qu'on interdise le recours à la force dans le règlement des conflits entre nations. Le monde entier souhaite voir tous les peuples jouir d'une vraie démocratie. Le monde entier veut vivre en sécurité, sans crainte de perdre demain tout ce qu'il possède aujourd'hui. La protection de l'environnement et l'épanouissement d'une culture saine, voilà les demandes légitimes de l'heure.

Comment ce vieux monde peut-il apporter des solutions aux problèmes qu'il a lui-même engendrés ? Tout cela ne peut plus attendre. Un peu de sens pratique ! Il s'agit de se mettre à la tâche et de cesser de s'entretenir.

Grandeurs et misères du commerce international canado-québécois

Pierre-Paul Proulx
Pierre Bélanger
Louis Dulude

M. Proulx est professeur titulaire de sciences économiques à l'Université de Montréal.
MM. Bélanger et Dulude sont étudiants.

DANS UN MONDE où les échanges internationaux prennent une expansion sans cesse grandissante, où se situe le Canada ? Quels sont les lacunes du pays face à la concurrence internationale et comment peut-on y remédier ? Nous proposons ici une description sommaire des quatre secteurs de l'économie canadienne et de ses défis.

Les ressources naturelles

Le secteur des ressources naturelles ne doit pas être négligé. En effet, avec un taux d'exportations élevé, le Canada est un des joueurs importants sur le marché mondial. Non seulement l'abondance, mais aussi la maîtrise des technologies d'exploitation et de production font que le pays tire un revenu impressionnant des forêts et autres richesses naturelles.

Néanmoins, le taux de croissance des exportations diminue par rapport aux pays de l'OCDE. Le Québec n'est pas aussi touché que le reste du Canada ; son ratio exportation primaire sur secondaire est de 5,5 %, contrairement à 20 % pour le Canada. Ce phénomène peut être expliqué : les pressions des environmentalistes, l'apparition de substituts synthétiques et une meilleure utilisation de nos ressources. Il est également intéressant de constater que le Québec est un importateur net de ressources naturelles ; la puissance dans ce domaine du Canada vient donc des autres provinces.

Les industries « matures »

Le secteur des industries « matures », c'est-à-dire les industries caractérisées par l'utilisation et non la

production de biens de haute technologie, est le fer de lance de l'économie canadienne et québécoise.

En effet, ce secteur détient la plus grande part des exportations canadiennes et nous pouvons soupçonner qu'il gardera son premier rang longtemps étant donné qu'il semble être le secteur le plus dynamique avec le plus haut taux de croissance des exportations canadiennes. L'industrie automobile est en bonne partie responsable de cette performance avec des usines de multinationales américaines implantées surtout en Ontario et légèrement au Québec.

Bas salaires et hautes technologies

Le secteur des bas salaires (vêtements, meubles, cuir, etc.) perd tranquillement mais sûrement de l'importance au chapitre des exportations. On peut attribuer ce phénomène à la stratégie de développement de plusieurs pays (Mexique, Asie du Sud-Est, Inde) qui prennent la relève du Japon en misant sur un marché intérieur énorme pour s'industrialiser dans un secteur où le coût de la main-d'œuvre est peu élevé. L'avenir du Canada dans ce secteur n'est donc pas prometteur.

Pour sa part, le secteur des hautes technologies, vers lequel plusieurs pays développés se dirigent en raison de la grande valeur ajoutée de la production et dans lequel ils se concurrencent à coup de subventions, ne sourit pas au Canada à cause des grands retards qu'il accuse.

Outre quelques créneaux dans les industries comme les télécommunications, l'électrique, l'électronique et l'aérospatiale, le Canada détient une moyenne de croissance des exportations nettement inférieure aux pays de l'OCDE.

Le manque d'effort en recherche et développement et un manque de collaboration entre les secteurs publics et privés sont parmi les causes des faibles rendements de l'économie canadienne. Seuls l'Italie et l'Australie consacrent à ce domaine moins d'efforts que le Canada.

La concentration des recherches dans les grandes régions urbaines (Toronto, Ottawa, Montréal et Vancouver) établit un net avantage pour l'Ontario, avec 51 % de toutes les subventions fédérales en matière de recherche et développement, contrairement à 12 % pour le Québec.

La plus grande partie des efforts de recherche s'effectue dans des agences publiques et dans les universités, surtout ontariennes. C'est que l'économie canadienne a un marché intérieur trop réduit pour développer les produits et services nouveaux qui coûtent de plus en plus cher.

Les multinationales ont les moyens, pour leur part, d'investir dans la recherche. Sûrement pour des raisons de défis, plusieurs scientifiques et ingénieurs canadiens s'installent aux États-Unis. Un autre facteur important qui nuit aux commerces de haute technologie est que 75 % des exportations canadiennes sont dirigées vers les États-Unis et 7 % vers le Japon, leaders mondiaux en hautes technologies. Il n'est donc pas facile de concurrencer ces géants, quoiqu'on tire avantage de leurs marchés qui nous forcent à nous spécialiser.

Également, le contexte géopolitique canadien, qui a peu d'égal dans le monde, pousse à la satellisation des entreprises canadiennes dans l'orbite américaine.

L'économie et le politique ne coïncident pas

L'amélioration sans cesse grandissante des moyens de communication et des technologies fait que l'espace économique coïncide de moins en moins avec l'espace politique. Cette mondialisation des marchés a entraîné la formation de grands blocs économiques : Europe, Amérique du Nord et Asie du Sud-Est. Des réseaux sectoriels continuent ou mondiaux, selon le produit ou service, se sont formés.

Par exemple, le temps et l'espace existent à peine dans l'intermédiation financière. À l'heure où ces entités supranationales dominent, une

question se pose : comment le Canada, petit joueur mondial, peut-il tirer son épingle du jeu ?

Étant donné le contexte géopolitique, le Canada suit les hauts et les bas des États-Unis, son plus grand partenaire commercial avec des flux de commerces bilatéraux de plus de 150 milliards de dollars. Il faut remarquer que le rapport de puissance est désavantageux pour le Canada : quatre des onze plus grandes compagnies canadiennes sont sous contrôle américain.

Avec l'aide des accords du GATT, presque 80 % des échanges canado-américains se faisaient sans tarif douanier. Suite à l'accord de libre échange qui accélère l'intégration nord-américaine, on observe un changement de stratégie dans l'organisation des relations entre les maisons-mères américaines et leurs filiales canadiennes : une plus grande concentration des pouvoirs aux maisons-mères.

Le Mexique trouble-fête

L'entrée du Mexique dans un marché de libre-échange nord-américain pourrait brouiller les cartes de façon importante.

En effet, plusieurs produits manufacturiers que le Mexique exporte aux États-Unis concurrencent ceux de certaines industries canadiennes. L'industrie des pièces automobiles en Ontario et celle du vêtement au Québec seront particulièrement affectées. Un effort de redéploiement industriel sera nécessaire pour aider ces industries et leurs travailleurs.

Toutefois, le Mexique ne doit pas être seulement perçu comme un adversaire ayant un coût de main-d'œuvre peu élevé, mais aussi comme un marché potentiel de 100 millions de consommateurs. Si le Canada ne s'implique pas assez, il risque de perdre au profit des États-Unis qui, eux, bénéficieraient de deux accords bilatéraux.

Peu importe si oui ou non le Canada s'implique fortement dans les négociations, le Mexique deviendra

sous peu un adversaire commercial important, entre autres à cause des multinationales américaines sises dans la région des *maquiladoras*.

La forteresse européenne

Avec l'Europe de 1992, une nouvelle opportunité s'ouvre au Canada. Est-il prêt à y trouver son compte ? À l'exception de quelques multinationales dynamiques comme Bombardier, Alcan et Cascades, il semble y avoir un manque d'intérêt des entreprises canadiennes à investir en Europe. Contrairement au Japon et aux États-Unis, les entreprises canadiennes tentent peu de s'insérer dans la CEE.

Il est possible que l'Europe devienne une forteresse face au commerce international. Sans l'implantation d'entreprises en territoire européen, le Canada pourrait perdre un marché extrêmement intéressant. Dans cette éventualité, le pays devrait se tourner encore plus vers les États-Unis, accentuant sa dépendance.

La menace asiatique

Mais le plus gros défi canadien en commerce international, c'est la montée des pays d'Asie du Sud-Est. Le dynamisme de cette région — Japon en tête — n'est plus à démontrer. Si la croissance de ces pays se maintient, on prévoit que ce bloc économique produira à la fin du siècle 50 % des biens et 40 % des services.

Le fait que les Japonais ont investi massivement aux États-Unis implique qu'ils ont accès au traité de libre-échange. Il faut tenir compte de la production sous contrôle étranger et des flux de commerces pour faire un diagnostic approprié. Le Canada peut en tirer profit par l'entremise d'échanges technologiques.

Mais le dynamisme incroyable des pays d'Asie du Sud-Est fait que des secteurs forts de l'économie canadienne sont menacés. Il faut que le Canada se choisisse des créneaux industriels forts s'il veut garder la tête haute dans l'économie mondiale.

L'équipe du DEVOIR LA RÉDACTION Journalistes : à l'information générale : Josée Boileau, François Brousseau, Jean Charlier, Yves d'Avignon, Jean-Denis Lamoureux, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Louis-G. L'Heureux, Caroline Montpetit, Bernard Morier, Isabelle Paré, Clément Trudel ; à l'information culturelle : Pierre Beaulieu, Paule DesRivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Nathalie Petrowski ; à l'information économique : Robert Dutrisac, Jean-Pierre Legault, Serge Truffaut, Claude Turcotte ; à l'information politique : Pierre O'Neill (partis politiques), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec), Chantal Hébert (correspondante parlementaire à Ottawa), Jocelyn Coulton (politique internationale), Laurent Sourmis (politique municipale), aux affaires sociales : Paul Cauchon (questions sociales), Jean-Pierre Proulx (éducation, religions), Louis-G. Francœur (environnement), Sylvain Blanchard (relations de travail), Marie-Josée Hudon, Jean Sébastien (commis), Danielle Carliara, Thérèse Champagne, Monique Isabelle, Christiane Vaillant (clivistes), Denise Babin (secrétaire à la direction), LA DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur), Manon Scott, Sylvia Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ : Lise Millette (directrice), Jacqueline Avril, Christiane Benjamin, Caroline Bourgeois, Francine Gingras, Johanne Guibau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, Lise Ma-

lor (publicitaires), Marie-France Turgeon, Micheline Turgeon, Céline Poisson (maquettistes), Johanne Brunet (secrétaire), L'ADMINISTRATION : Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables), Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Louis Huot, Jean-Guy Lacas, Rachel Leclerc-Venne, Raymond Matte, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Isabelle Baril, Linda Thériault (secrétaire à l'administration), LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE : Michelle Allie (directrice), Monique Corbeil (adjointe), Patrick Kokzan, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Louise Paquette, Olivier Zuida, LES ANNONCES CLASSÉES ET LES AVIS PUBLICS : Yves Williams (superviseur), Marie-Hélène Alarie, Manon Blanchette, Françoise Coulombe, Jean-François Lapointe, Sylvie Laporte, Raymond Paquin, Pierrette Rousseau (avis publics), Micheline Ruelland, Patrick Salesse, Jean-Marc St-Martin, LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par l'imprimerie Dumont, 7743 rue Bourdeau, une division de l'imprimerie Québecor Inc., 612 avenue rue Saint-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., située au 775, boulevard Lebeau, St-Laurent, Courrier de deuxième classe, enregistrement numéro 9858. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec. Téléphone général (514) 844-3361. Abonnements : (514) 844-5738. LE DEVOIR (ISSN : 003708) is published daily by L'imprimerie Populaire, Limited, 211 rue St-Sacrement, Montréal, Québec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. U.S. POSTMASTER: send address changes to: Irina, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.